



# Conseil de sécurité

Soixante-treizième année

**8354<sup>e</sup>** séance

Lundi 17 septembre 2018, à 15 heures  
New York

*Provisoire*

---

<i>Président :</i>	M. Cohen . . . . .	(États-Unis d'Amérique)
<i>Membres :</i>	Bolivie (État plurinational de) . . . . .	M <sup>me</sup> Cordova Soria
	Chine . . . . .	M. Ma Zhaoxu
	Côte d'Ivoire . . . . .	M. Ipo
	Éthiopie . . . . .	M. Woldergerima
	Fédération de Russie . . . . .	M. Nebenzia
	France . . . . .	M <sup>me</sup> Gueguen
	Guinée équatoriale . . . . .	M. Ndong Mba
	Kazakhstan . . . . .	M. Umarov
	Koweït . . . . .	M. Alahmad
	Pays-Bas . . . . .	M <sup>me</sup> Gregoire Van Haaren
	Pérou . . . . .	M. Meza-Cuadra
	Pologne . . . . .	M <sup>me</sup> Wronecka
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M <sup>me</sup> Pierce
	Suède . . . . .	M. Orrenius Skau

## Ordre du jour

### La situation en Afghanistan

La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2018/824)

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation en Afghanistan**

#### **Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2018/824)**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de l'Inde, de l'Italie, de l'Ouzbékistan, du Pakistan, de la République islamique d'Iran et de la Turquie à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à faire un exposé, à participer à la présente séance : M. Tadamichi Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et M. Ramiz Bakhtiar, représentant de la jeunesse afghane.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également S. E. M. João Vale de Almeida, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2018/824, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Je donne maintenant la parole à M. Yamamoto.

**M. Yamamoto** (*parle en anglais*) : L'heure est aux décisions importantes en Afghanistan. Ces décisions auront des répercussions sur le tissu fondamental de la société et l'avenir du pays. Le peuple afghan est appelé à voter le 20 octobre pour choisir ses représentants au Parlement pour la première fois depuis 2010. Des décisions stratégiques, fondées sur un consensus national, devront être prises pour orienter les prochaines étapes sur la voie de la paix.

Le 28 novembre, à Genève, le Gouvernement afghan et l'ONU coprésideront une conférence ministérielle sur l'Afghanistan, au cours de laquelle

tous les aspects des efforts civils dans le pays seront examinés et des engagements mutuels seront pris.

Dans un peu plus d'un mois, le peuple afghan doit se rendre aux urnes. J'ai rencontré de nombreux Afghans dans tout le pays, qui m'ont fait part de leur souhait d'exercer leur droit d'élire leurs représentants. Beaucoup courront des risques considérables pour le faire. Sur le plan opérationnel et technique, les préparatifs vont bon train, mais je reste très préoccupé par le fait que des difficultés politiques pourraient compromettre le calendrier serré et torpiller les élections à moins que tous les dirigeants politiques ne coopèrent de manière constructive et pacifique pour garantir la tenue des élections en temps voulu. La situation en matière de sécurité est aussi très préoccupante.

D'un point de vue purement technique, les élections sont possibles. La liste des candidats a été finalisée à temps pour permettre l'impression des bulletins de vote dans les délais. Le recrutement du personnel électoral est en bonne voie. La Commission électorale indépendante (a annoncé que plus de 9 millions de personnes se sont inscrites pour voter. De nombreux partis d'opposition restent sceptiques quant à ce nombre, citant à la fois des problèmes de sécurité, qui auraient empêché de nombreuses personnes de s'inscrire, et les allégations de fraude. Plusieurs garanties pour la vérification des listes électorales et des mesures de prévention de la fraude sont actuellement mises en place. Malgré ces mesures, le scepticisme demeure. Ces derniers jours, les partisans d'une coalition de partis politiques ont commencé à bloquer plusieurs bureaux provinciaux de la Commission électorale, exigeant que des garanties supplémentaires soient mises en place. De telles actions entravent le travail de la Commission électorale indépendante et compromettent la tenue des élections dans les délais. Les préoccupations politiques doivent être exprimées par la voie des mécanismes institutionnels aux fins de règlement, et non par des blocages.

Indépendamment des réformes qui sont mises en œuvre, les élections législatives seront indéniablement un test majeur pour les jeunes institutions démocratiques afghanes. Près d'un tiers des plus de 7000 centres de vote en Afghanistan n'ouvriront pas à cause de l'insécurité. Cela conduit à s'inquiéter de savoir si les élections seront inclusives. La principale question n'est donc pas de savoir si les élections seront imparfaites mais comment les institutions électorales afghanes vont gérer ces limitations.

Lors de mes entretiens avec les acteurs politiques afghans, j'ai constamment insisté sur trois points clefs. Premièrement, un appui international continu ne devrait pas être tenu pour acquis. Cela est vrai aussi pour le maintien de l'ordre constitutionnel. Deuxièmement, il faut comprendre que les élections législatives ont des incidences qui vont au-delà du choix des parlementaires, notamment sur l'élection présidentielle en avril 2019. Nous sommes conscients que la fraude est vraiment possible, et qu'il y aura des allégations de fraude – qui peuvent avoir pour objectif tactique de discréditer des élections déjà difficiles. Les institutions afghanes doivent lutter sur les deux fronts. Troisièmement, je demande instamment à tous les acteurs et institutions politiques de s'acquitter de leurs fonctions, d'agir de manière responsable et de penser au peuple afghan, en gardant à l'esprit le passé amer du pays.

En cette étape décisive, la Commission électorale indépendante, en tant qu'institution chef de file pour les élections, sera appelée à s'acquitter de sa tâche avec la plus grande intégrité, avec professionnalisme, et dans un plein esprit de responsabilité face au peuple Afghan. Les institutions afghanes et les dirigeants politiques afghans se partagent la responsabilité du succès des élections. Je demande instamment aussi à la Commission de redoubler d'efforts pour aller au-devant du public en vue de le sensibiliser à cet important processus. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) mettra tout en œuvre, dans le cadre de son mandat et en fonction des ressources disponibles, pour aider au succès du processus électoral.

L'offre faite par le Président Ghani aux Taliban en février de s'engager dans des pourparlers sans conditions préalables a créé un espace politique sans précédent en faveur de la paix et a abouti à l'instauration d'un cessez-le-feu temporaire en juin. Ceci a montré que la réconciliation était possible. Cette nouvelle dynamique a été appuyée par la mobilisation de nombreux citoyens, ce qui illustre leur désir de construire un avenir pacifique. Le deuxième cessez-le-feu, proposé par le Gouvernement en août, n'a malheureusement pas été payé de retour par les Taliban. Les processus de paix suivent rarement une ligne droite. Des ratés étaient à prévoir. Toutefois, je pense que tous les acteurs reconnaissent que les Afghans désirent ardemment la paix et qu'un processus de paix est indéniablement nécessaire. Quelles que soient les difficultés qui attendent, nous sommes maintenant en meilleure position que jamais auparavant au cours des 17 dernières années pour engager un processus

conduisant à des pourparlers en vue d'une fin négociée au conflit.

Les étapes les plus difficiles sont encore à venir. Elles nécessiteront résilience et persistance de la part de toutes les parties. Les efforts du Gouvernement Afghan qui, nous l'espérons, seront payés de retour par les Taliban, doivent être renforcés par une approche coordonnée des pays de la région et d'autres parties clefs afin d'aller de l'avant. J'exhorte toutes les parties à convenir de mesures concrètes pour renforcer la confiance en vue de pourparlers mieux structurés. Ces mesures de confiance clefs pourraient inclure la libération de prisonniers et leur traitement, ainsi que des mesures au niveau technique dans des domaines tels que l'agriculture, l'éducation et la santé dans les zones contestées. Elles pourraient conduire à la cessation - ou du moins à une réduction notable - de la violence. Toutes les parties doivent réaliser qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit. Je voudrais aussi souligner l'importance de veiller à une participation égale - et à une implication totale - des femmes à tous les efforts faits pour promouvoir, instaurer et maintenir la paix et la sécurité.

La récente attaque contre la capitale de la province de Ghazni et la fréquence des attentats-suicides perpétrés à Kaboul et ailleurs nous rappellent le tragique tribut prélevé sur les vies des civils et leurs moyens de subsistance. Au cours des six premiers mois de l'année, la MANUA a enregistré le plus grand nombre de victimes civiles depuis qu'elle a commencé à les recenser. Ces dernières semaines, nous avons aussi observé que la tendance inquiétante à attaquer la communauté musulmane chiite se poursuivait. Chaque mort est une tragédie individuelle, mais aussi une tragédie pour le pays. La réconciliation devient plus difficile avec chaque perte de vie.

L'insécurité prélève aussi son tribut sur les journalistes et les travailleurs humanitaires. Rien que cette année, 13 journalistes ont perdu la vie et de nombreux autres ont été blessés. C'est là le plus grand nombre de victimes jamais enregistré dans aucun pays. J'exhorte le Gouvernement à prendre des mesures supplémentaires pour renforcer leur protection. Cette année aussi, 23 travailleurs humanitaires ont perdu la vie, 37 ont été blessés et 74 ont été enlevés, plaçant l'Afghanistan au deuxième rang des pays les plus dangereux pour ceux qui y travaillent, alors que 2,2 millions de personnes souffrent de la pire sécheresse qui frappe ce pays depuis des années.

Dans deux mois, le Gouvernement afghan et ses partenaires internationaux vont se réunir à Genève au niveau ministériel afin d'examiner tous les aspects des efforts civils menés en Afghanistan. C'est l'occasion d'assurer, à un niveau ministériel et une fois tous les deux ans, le suivi des engagements mutuels pris à Bonn en 2011. La Conférence ministérielle de Genève aura lieu à mi-parcours de la Décennie de la transformation, qui s'achève en 2024. Outre les engagements internationaux pris à long terme dans le domaine de la sécurité, la Conférence ministérielle de Genève marquera un engagement politique soutenu en faveur de l'Afghanistan, pour peu que la partie afghane honore son engagement en faveur des réformes et du développement. Le Gouvernement Afghan s'est engagé à atteindre six objectifs, à savoir : premièrement, tenir des élections législatives; deuxièmement, renforcer ses efforts de lutte contre la corruption; troisièmement, réformer le secteur de la sécurité; quatrièmement, atteindre les objectifs fixés par le Fonds monétaire international; cinquièmement, promouvoir le développement du secteur privé; et, sixièmement, faire progresser les programmes prioritaires nationaux. La Conférence sera également une occasion pour la communauté internationale de dire clairement ce qu'elle attend du processus de paix et comment elle peut appuyer ce processus.

Nous avons perdu dernièrement une icône de la communauté internationale. En 2001, l'ancien Secrétaire général, M. Kofi Annan, a commencé son discours de réception du prix Nobel de la paix par ces quelques mots simples. Il a dit : « Aujourd'hui, une petite fille est née en Afghanistan ». Cette petite fille est maintenant presque une femme, qui sera bientôt en âge d'aller voter, d'étudier à l'université et de poursuivre sa vocation et ses rêves. Le pourra-t-elle? Je suis sûr que cette fille suivra de très près l'évolution de la situation au cours des prochains mois.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Yamamoto de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Bakhtiar.

**M. Bakhtiar** (*parle en anglais*) : C'est pour moi un grand honneur que de prendre la parole au Conseil de sécurité en ma qualité de Représentant de la jeunesse afghane auprès de l'Organisation des Nations Unies à un moment où de nombreux Afghans se sentent oubliés par la communauté internationale et submergés par une guerre sans merci. Le Conseil envoie un message important à notre peuple en offrant cette tribune à un jeune Afghan et en exprimant son appui à une participation active

des jeunes à la prise de décisions, conformément aux résolutions 2250 (2015) et 2419 (2018).

Je me rends compte que cela m'offre la possibilité, moi qui vis et travaille dans ce pays en tant que jeune activiste, d'attirer l'attention sur la réalité plus complexe et nuancée de l'Afghanistan. L'Afghanistan souffre énormément et depuis très longtemps. C'est notre réalité. Je suis heureux d'annoncer qu'une autre réalité est que notre résilience, nos progrès et nos aspirations nous encouragent à travailler pour des lendemains meilleurs.

Nous ne sommes pas une nation en déliquescence; nous sommes une nation résiliente qui a été mise à l'épreuve et au défi d'une manière que très peu d'autres pays ont connue. Nous ne sommes pas uniquement des victimes du terrorisme mondial; nous le combattons au nom de tous les autres. Les Afghans sont en première ligne de la bataille contre notre ennemi commun.

La jeune génération afghane a les mêmes valeurs et intérêts que ses partenaires et amis mondiaux, et cela lui permet de renforcer et d'approfondir son partenariat avec ses amis dans la région et avec ses alliés dans le monde entier.

Deux tiers de la population afghane sont des jeunes de moins de 25 ans. Ces jeunes se souviennent à peine de l'époque des Taliban, et encore moins des régimes précédents. Ils appartiennent à un nouvel Afghanistan. Ils ont des ambitions semblables à celles d'autres jeunes dans d'autres endroits du monde. Les jeunes Afghans sont différents par leur manière de penser, leur approche et la manière dont ils définissent et perçoivent leur relation avec le monde au cours des 10 à 20 prochaines années. Ils sont de véritables partenaires du reste du monde; ils ne veulent pas en dépendre à titre permanent, et ils travaillent dur pour atteindre l'interdépendance et instaurer la confiance et la coopération.

Notre ambition est de transformer notre pays en un pôle de connectivité régionale et en une terre de possibilités. Nous voulons que le monde explore notre culture et notre musique et qu'il apprenne notre histoire. Nous étions une nation ayant épousé la diversité en tant qu'atout et qui respectait les croyances religieuses. Notre génération est déterminée à faire revivre ces valeurs historiques.

La jeune génération afghane a été le facteur clef d'un grand nombre des progrès accomplis au cours des 17 dernières années. Les médias sont un parfait exemple. En 2001, les médias indépendants étaient presque inexistantes. Aujourd'hui, les journalistes

afghans accomplissent un travail héroïque dans des circonstances extrêmement difficiles. Les médias afghans jouent un rôle de plus en plus important pour permettre aux Afghans qui ne peuvent pas s'exprimer de le faire et pour demander des comptes au pouvoir. Nous avons perdu 53 journalistes en un peu moins de quatre ans. Avant de venir à New York, j'ai perdu deux de mes collègues et amis de TOLONews TV, Samim Faramarz et Ramiz Ahmadi, dans deux attentats à la bombe alors qu'ils effectuaient un reportage sur le lieu d'une explosion. Leurs collègues ont dû simultanément les pleurer, faire leur travail et s'occuper de leurs familles. C'est notre réalité faite de douleur et de résilience.

Nous sommes certains que l'Afghanistan ne reviendra jamais vers le passé, parce que des milliers de jeunes animés du même esprit espèrent et travaillent sans relâche pour reconstruire leur pays de leurs propres mains, et ils espèrent que la communauté internationale ne les abandonnera pas en chemin.

Le terrorisme touche tous les Afghans. Plus que quiconque, nous voulons la paix dans notre pays. Nous tenons bon grâce à notre résilience et notre espoir. Nous comptons sur le Conseil pour se concentrer sur les causes réelles du terrorisme et forcer tous les acteurs régionaux à jouer un rôle constructif en Afghanistan.

Il y a quelques jours, Kaboul a perdu une jeune de 17 ans, Rahila, qui a été tuée avec 47 autres étudiants par un kamikaze dans un centre d'enseignement. Elle parlait dans son journal de ses rêves et de ses objectifs futurs :

« Je peux être la Rahila dont la société a désespérément besoin dans sa quête de prospérité et de progrès. Cette société surmontera la crise actuelle en trouvant des solutions fondées sur les connaissances et l'éducation de ses jeunes ».

Quelques jours après que Rahila ait été tuée pour s'être rendue à l'école, son frère a ouvert une bibliothèque portant son nom à Kaboul pour réaliser le rêve qu'avait sa sœur d'éduquer les filles afghanes. C'est une démonstration claire de la détermination des Afghans.

Une autre initiative de paix a été initiée en début d'année lorsqu'une caravane a quitté la province australe d'Helmand à pied – pieds nus – pour se rendre à Kaboul et exiger la paix. Un des membres de la Marche d'Helmand pour la paix, Zaheer Ahmad Zindani, âgé de 22 ans, a été aveuglé il y a cinq ans par une bombe d'accotement. En août 2018, j'ai rencontré les membres de la caravane à

Kaboul, et ils m'ont demandé de transmettre le message suivant :

« Les Afghans sont en train de traverser les jours, les semaines, les années et les décennies les plus meurtriers. Nous avons perdu nos meilleurs éléments dans cette guerre sanglante. Mais nous voulons la paix, et la paix en Afghanistan ne sera pas possible sans l'aide et la volonté de la communauté internationale, en particulier l'ONU. Nous appelons donc tous les pays concernés par la question de l'Afghanistan à ne pas dépenser des ressources ou du capital humain pour alimenter les excès de la guerre mais pour instaurer une paix durable en Afghanistan ».

La caravane a repris sa route et vient d'atteindre Mazar-e Charif. Ses membres ont affirmé qu'ils ne s'arrêteraient de marcher que lorsque la paix aura été réalisée. Voici la détermination et la résilience dont est capable notre génération.

Notre génération croit également en la démocratie. Nous attendons la tenue d'élections le mois prochain. Nous craignons que du fait de nombreux problèmes, les élections ne déclenchent des troubles dans tout le pays. Le Conseil a un rôle clef à jouer pour que notre gouvernement reste concentré sur les priorités nationales, notamment la tenue d'élections acceptables, la lutte contre la corruption et l'appui à nos forces de sécurité, qui mènent une bataille difficile.

En guise de conclusion, je tiens à indiquer que j'ai écrit mon intervention le 11 septembre, mais en 2018. Cela m'a rappelé les odieux attentats terroristes perpétrés contre les tours jumelles du World Trade Center. Ce doit nous rappeler que le terrorisme est un phénomène mondial qui nous menace tous. Nous avons tous la responsabilité de veiller à ce qu'une telle atrocité ne se reproduise jamais. Il est possible d'y parvenir si nous assumons tous notre part de responsabilité et que nous luttons ensemble contre le terrorisme.

Au nom de tous les Afghans, je remercie tous les acteurs de leurs sacrifices et de leurs contributions à la reconstruction de l'Afghanistan.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Bakhtiar de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

**M. Saikal** (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à présenter nos meilleurs vœux aux



États-Unis pour une présidence réussie durant le mois de septembre, et je les remercie d'avoir convoqué le présent débat sur l'Afghanistan. Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yamamoto, de son exposé détaillé. Nous nous réjouissons particulièrement de la présence de M. Ramiz Bakhtiar, le tout premier Représentant de la jeunesse afghane auprès de l'Organisation des Nations Unies. Nous nous félicitons qu'il ait pris la parole au Conseil aujourd'hui pour faire entendre la voix de notre jeunesse à propos de la situation générale dans le pays. Sa sélection, basée sur le mérite, en tant que Représentant de la jeunesse afghane auprès de l'ONU montre à quel point notre jeune génération est devenue un agent actif de changement au sein de la société.

La présente séance du Conseil de sécurité se tient à un moment crucial, car nous approchons des élections parlementaires prévues le mois prochain et de la Conférence internationale de Genève sur l'Afghanistan, qui doit avoir lieu en novembre. Il y aura ensuite une élection présidentielle anticipée en avril 2019. Si tout se passe comme prévu, nous aurons achevé notre transition politique en milieu d'année prochaine, avec un nouveau Parlement et un nouveau Gouvernement.

Dans l'intervalle, nos forces de sécurité sont le fer de lance de la lutte nationale contre les groupes terroristes et extrémistes, qui se montrent de plus en plus brutaux envers notre peuple pour tenter de faire encore plus de victimes, notamment parmi les journalistes et les travailleurs humanitaires, et de saboter nos progrès.

En tant que gardiens de notre intégrité territoriale, nos forces de sécurité nationale continuent de croître en taille, en robustesse et en professionnalisme. De plus, outre l'augmentation substantielle de nos forces spéciales, nous nous attachons également à tripler la taille de notre armée de l'air d'ici à 2020. Conjugué à la réforme en cours, cela aura une incidence profonde sur le renforcement de notre lutte contre le terrorisme international.

Plus globalement, et en dépit de conditions de sécurité difficiles, nous sommes toujours sur la bonne voie pour consolider nos acquis dans différents domaines, notamment la gouvernance et le développement. C'est principalement dû au dynamisme et à la résilience dont notre peuple fait preuve pour relever des défis complexes, comme il l'a si courageusement fait tout au long de l'histoire de notre nation, ainsi qu'à l'appui continu de nos nombreux amis et alliés dans la communauté internationale.

L'objectif fondamental de notre partenariat continu avec la communauté internationale repose sur l'instauration d'une paix durable qui soit perçue comme juste et complète. Tandis que nous faisons le point de l'état d'avancement des efforts de paix impliquant de nouveaux contacts avec les Taliban, nous devons tirer les enseignements idoines de l'histoire de nos échanges avec ce groupe. C'est essentiel pour nous assurer que nous avançons effectivement sur la bonne voie.

Grâce à nos efforts soutenus, cette année, à la Conférence du Processus de Kaboul qui s'est tenue en février, nous avons lancé un plan de paix redynamisé et plus souple, qui intégrait des incitations sans précédent que même les Taliban n'avaient pas prévues. Il incluait des pourparlers sans conditions et des mesures visant leur retour et leur réinsertion dans la société. Dernièrement, par le biais d'échanges diplomatiques accrus avec divers partenaires, nous avons renforcé le consensus régional et international à l'appui des efforts de paix. Les mobilisations civiles successives et les rassemblements de spécialistes de l'islam à Kaboul, à Jakarta et à Djedda ont contribué à l'instauration bien accueillie du tout premier cessez-le-feu temporaire avec les Taliban en juin. Néanmoins, malgré cette brève accalmie des combats, les Taliban ont rejeté le deuxième cessez-le-feu que nous avons proposé et que le Conseil avait salué. Il ne sera pas possible de faire de réels progrès sur la voie des efforts de paix tant qu'il n'aura pas été mis fin à cette tendance constante à recourir à la manipulation, à abuser des chances offertes et à utiliser la tromperie pour réaliser des gains stratégiques.

L'Afghanistan est pleinement déterminé à s'engager dans un processus de paix véritable, assorti de résultats tangibles pour notre peuple. Toutefois, pour aller de l'avant, le principe directeur veut que les facteurs fondamentaux qui ont empêché les efforts de paix de gagner du terrain soient d'abord recensés comme il convient, puis éliminés. Depuis toujours, nous soulignons l'importance de l'appui régional à nos efforts de paix, avec un rôle particulier pour le Pakistan. Faire avancer le processus de paix est une composante clef du Plan d'action Afghanistan-Pakistan pour la paix et la solidarité signé récemment. Nous nous félicitons de la visite que le Ministre des affaires étrangères, M. Shah Mahmood Qureshi, a effectuée samedi dernier à Kaboul, au cours de laquelle il a exprimé la volonté de son gouvernement de soutenir la paix et la stabilité en Afghanistan. Le principal élément déterminant pour valider cet engagement sera la mise en œuvre intégrale

et effective du Plan d'action Afghanistan-Pakistan pour la paix et la solidarité.

Depuis près d'un quart de siècle, l'Afghanistan est le théâtre de ce que j'appelle le « génocide géographique » de certains milieux dans notre région, le but étant que mon pays soit devienne un agent « de confiance », soit qu'il soit affaibli, saigné et dépeint comme l'horrible visage de la terreur dans le monde, privé de son indépendance, de son progrès, de sa riche culture et de son histoire. Les positions erratiques des Taliban dans les pourparlers de paix, leur structure sans chef, leur division en factions et leurs attaques brutales servent à mener cette politique à bien. Ce génocide, qui a fait plus de 10 000 victimes par an et qui a traumatisé des millions de personnes – comme nous l'avons entendu dans la déclaration de notre représentant de la jeunesse – a une incidence négative sur quasiment tout dans notre pays, notamment la gouvernance, l'économie, le processus électoral, la lutte contre la corruption et les stupéfiants, entre autres. L'important, c'est soit que nous nous attaquions aux causes profondes, soit que nous continuions à évoquer leurs conséquences.

L'Afghanistan a clairement affirmé que l'appui régional et international était essentiel à la réussite du processus de paix mené par les Afghans. Nous nous félicitons de tous les efforts coordonnés qui visent à aboutir à des pourparlers directs susceptibles de donner des résultats concrets, plutôt qu'entraîner une redite du passé. Nous suivons très attentivement les échanges que certains de nos partenaires ont avec les Taliban, en coordination avec le Gouvernement afghan.

Je voudrais saisir cette occasion pour adresser un mot de remerciement à tous les partenaires, dans notre région comme à l'extérieur, qui appuient notre processus de paix. Ces efforts, déployés de telle sorte que notre appropriation et notre prise en main du processus en sont renforcées, demeurent indispensables.

Parmi les autres questions clefs figurent les prochaines élections, qui détermineront notre stabilité future. Des efforts sont en cours pour veiller à ce que ces élections soient libres, régulières, ouvertes à tous et transparentes, conformément à la volonté de notre peuple. Le succès des élections aura une incidence profonde sur la trajectoire positive future de l'Afghanistan. Pour notre population, il est important que nous menions à bien ce processus national en apaisant certaines préoccupations légitimes et en empêchant que la fraude et l'insécurité ne le compromettent.

Nous nous félicitons que le Conseil de sécurité mette désormais l'accent sur l'impératif de la transparence des élections, comme il l'a souligné dans sa déclaration présidentielle (S/PRST/2018/15) et dans les communiqués à la presse publiés en juillet et août. Il s'agit là d'une évolution bienvenue, dont ont bien pris note le peuple et le Gouvernement afghans. En outre, notre unité nationale et notre stabilité politique constituent la meilleure garantie pour la stabilité à long terme de notre pays. Dans cette optique, nous devons, dans le cadre d'un large dialogue national, œuvrer à régler toutes les questions en suspens liées aux élections à venir et gagner la confiance de la majorité des parties prenantes. Nous savons pertinemment qu'un esprit d'unité et de compréhension est le meilleur moyen de réussir les élections et d'atteindre d'autres objectifs nationaux importants.

La conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan prévue en novembre marquera un nouveau chapitre dans nos relations avec nos partenaires internationaux. Genève sera l'occasion pour nous d'informer la communauté internationale des progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs du cadre de responsabilité mutuelle et d'autonomie. De manière plus générale, la conférence étudiera la voie à suivre en ce qui concerne les efforts de paix et le programme de coopération économique régionale, qui est l'une des grandes réalisations du Gouvernement d'unité nationale.

L'adoption d'un nouveau cadre de responsabilité mutuelle affinera la nature de notre coopération afin de la rendre plus tangible pour notre population, grâce à l'augmentation de l'aide au développement fournie par les donateurs internationaux et à l'achèvement effectif des projets lancés dans le cadre de notre stratégie nationale de développement. La réunion préparatoire de la Conférence ministérielle – coprésidée par le Ministre des affaires étrangères, M. Rabbani, le Ministre des finances, M. Qayumi et le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yamamoto – se tiendra ici, à New York, dimanche. Nous comptons sur la présence de tous.

Nous avons toujours accordé une importance particulière à la création dans notre région d'un environnement dans lequel divers voisins travailleraient en tandem, dans un esprit de confiance mutuelle, pour une coopération gagnant-gagnant. Nous nous y sommes attelés en étant convaincus que seule cette approche permettrait de surmonter avec succès les menaces et les défis transnationaux communs. Nous continuons d'élargir notre réseau d'accords bilatéraux avec des pays

de la région, y compris les États d'Asie centrale. Dans le même esprit, nous avons conscience des énormes potentiels économiques et autres qui n'ont pas encore été pleinement exploités.

C'est précisément la raison d'être de diverses initiatives dirigées par les Afghans, comme le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » et la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan. De nouveaux membres ont adhéré au Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie », ce qui témoigne de l'intérêt croissant de l'ensemble de la région à cet égard. Nous espérons que l'examen et la prorogation des mesures de renforcement de la confiance permettront à tous les membres de progresser au même rythme. En outre, le processus de la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan a enregistré un succès phénoménal en matière de promotion de la connectivité régionale et de développement des infrastructures, faisant de notre pays un centre d'amitié pour tous.

Pour terminer, n'oublions pas que, collectivement, nous sommes à la croisée des chemins sur notre voie stratégique vers la paix et la stabilité en Afghanistan et plus généralement, vers la sécurité mondiale. À cet égard, le partenariat avec la communauté internationale, qui a démarré en 2001, a donné lieu à un contrat visant à garantir un avenir stable aux générations actuelles et futures en Afghanistan. Ensemble, nous avons parcouru un long chemin et nous avons atteint la dernière phase de la décennie de transformation vers l'autonomie. Achevons ce voyage d'une importance vitale avec plus de détermination et d'engagement.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité.

**M<sup>me</sup> Gregoire Van Haaren** (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial Yamamoto de son exposé et l'Ambassadeur Saikal de sa déclaration.

En outre, nous voudrions souhaiter chaleureusement la bienvenue à Ramiz Bakhtiar, qui est le premier représentant de la jeunesse de l'Afghanistan, et remercier la présidence américaine de l'avoir invité. Ramiz a été élu en juin dans le cadre d'une initiative conjointe de l'Afghanistan et du Royaume des Pays-Bas. Nous sommes très heureux d'accueillir Ramiz ici aujourd'hui, alors qu'il s'exprime au nom des jeunes Afghans et fait entendre leur voix sur la scène mondiale. Il est essentiel que le Conseil tienne pleinement compte

des vues des jeunes, comme nous en avons convenu dans la résolution 2419 (2018) sur la jeunesse et la paix et la sécurité. L'exposé de Ramiz doit marquer le début d'un nouveau départ. Nous ne nous devons pas nous contenter de discuter des générations futures, mais nous devons également donner aux générations futures la possibilité de participer à ces discussions.

Je voudrais aborder aujourd'hui sur trois questions : les prochaines élections, le programme de réforme à long terme de l'Afghanistan et l'importance de la jeunesse.

On ne saurait trop insister sur l'importance des élections législatives prévues pour le 20 octobre et de l'élection présidentielle qui doit se tenir le 20 avril 2019 en Afghanistan. Il est absolument essentiel que ces élections soient libres, transparentes et inclusives, et qu'elles soient caractérisées par la participation active des jeunes et des femmes, tant comme électeurs que comme candidats. L'Afghanistan et la Commission électorale indépendante devront tout mettre en œuvre pour que ces élections se déroulent dans l'ordre et soient crédibles. Les acteurs politiques de toutes tendances doivent continuer à participer au processus politique de façon constructive et pacifique, tout en respectant les normes démocratiques les plus élevées. Les menaces de se retirer du processus ou de le boycotter ne sont pas dans l'intérêt du peuple afghan.

Pour que les élections soient couronnées de succès, il faut également un environnement sûr. Nous sommes vivement préoccupés par l'intensification de violences ces derniers temps, à la suite de la vague d'attentats terroristes tragiques et des offensives injustifiables des Taliban. Le mépris affiché pour la vie de civils innocents est inadmissible, et nous le condamnons avec la plus grande fermeté. Nous exhortons les Taliban à répondre à l'offre du Gouvernement afghan d'entamer des négociations de paix directes. Il n'y a pas d'autre solution qu'un processus de paix dirigé et pris en charge par les Afghans.

Mon deuxième point concerne le programme de réforme à long terme de l'Afghanistan. Pour que l'Afghanistan puisse jouir d'une paix et d'une prospérité durables, il faut mettre en place des institutions publiques fiables et résilientes. Nous serons bientôt à mi-chemin de la décennie de transformation de l'Afghanistan, et la prochaine Conférence ministérielle de Genève sera l'occasion d'évaluer les progrès accomplis et de déterminer les priorités pour la période à venir.



En vue d'atteindre les objectifs fixés, le Gouvernement afghan devra redoubler d'efforts pour mettre fin à la corruption, renforcer la gouvernance et l'état de droit et garantir le respect des droits de l'homme, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) jouant évidemment un rôle d'appui important à cet égard. Ces réformes donneront à une nouvelle génération la possibilité de contribuer à un Afghanistan plus juste, plus stable et plus unifié. Nous attendons avec intérêt la participation de tous les pays intéressés à la Conférence de Genève, pour exprimer leur pleine solidarité et leur appui à l'Afghanistan.

Qu'il me soit permis d'insister sur l'importance qu'il y a à associer les jeunes aux discussions qui forgeront leur avenir. Ramiz et tant de jeunes afghans sont déterminés à contribuer à l'avenir de l'Afghanistan. Il s'agit d'un message très encourageant et très fort. Dans un pays où plus de 63 % de la population a moins de 25 ans, l'ambition et l'engagement des jeunes représentent l'un de ses plus grands atouts. Leur participation active au règlement des problèmes auxquels l'Afghanistan est confronté est essentielle.

Pour terminer, le peuple afghan, notamment la jeunesse afghane, a fait entendre sa voix haut et fort : il faut un accord de paix viable. Il faudra du courage politique. Il faudra de la persévérance. Pour ce qui est du Conseil, il faudra préserver son unité dans le cadre de l'appui qu'il apporte. Nous avons la responsabilité collective de donner un nouveau souffle au processus de paix pris en charge par les Afghans. Les exposés du Représentant spécial et de Ramiz nous ont donné matière à réflexion à cet égard, notamment en nous rappelant l'importance qu'il y a à investir dans la jeunesse afghane pour avancer sur la voie de la paix et de la stabilité.

Enfin, je tiens à remercier le Représentant spécial et son équipe pour les efforts considérables qu'ils déploient pour aider l'Afghanistan, souvent dans des circonstances difficiles. Ils méritent tout notre soutien.

**M<sup>me</sup> Córdova Soria** (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Ma délégation se félicite des progrès enregistrés dans le cadre du processus électoral en Afghanistan. Par ailleurs, le fait que 8,9 millions d'Afghans, dont plus de 3 millions de femmes, pourront exercer leur droit démocratique et voter lors des élections législatives et des élections aux conseils de district prévues pour le 20 octobre prochain nous remplit d'optimisme.

Nous saluons la volonté des Afghans de prendre part à ces processus électoraux dans un esprit de participation et d'ouverture, et la volonté qu'ils ont exprimée d'améliorer les conditions nécessaires à la tenue d'élections crédibles sur la base de leurs pratiques démocratiques, dans le respect de leur souveraineté et sans ingérence extérieure, avec la pleine participation des femmes et des membres des groupes minoritaires, notamment tous les groupes ethniques, religieux et linguistiques, en tant qu'électeurs et candidats.

Nous voudrions également exprimer notre plein appui et notre appréciation pour le travail accompli par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui, en étroite coordination avec le Gouvernement afghan, appuie l'organisation des élections en fournissant une assistance technique et d'autres formes d'appui. Nous espérons que le processus électoral se déroulera dans un climat de sécurité et de stabilité. Les Forces nationales de défense auront un rôle important à jouer à cette fin, car elles ont fait leurs preuves en jouant un rôle de premier plan dans le maintien de la sécurité de leur pays.

Dans le cadre de ces priorités, nous prenons note de la réduction de la violence suite au cessez-le-feu décrété à l'occasion d'Eïd al-Fitr. Malheureusement, pendant cette semaine de festivités, la MANUA a enregistré 285 incidents et dans les semaines qui ont suivi le cessez-le-feu, les affrontements armés provoqués par les Taliban se sont de nouveau intensifiés.

Nous espérons que les effets du conflit n'aggraveront pas la situation de la population civile, étant donné qu'il y a eu 1 692 morts parmi les civils au premier semestre 2018. Les attaques contre les infrastructures civiles, les écoles, les hôpitaux et les médias mettent en lumière la violence dont la société afghane est victime. La Bolivie appelle toutes les parties à s'acquitter des obligations qui leur incombent au titre du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, en s'abstenant de lancer des attaques contre la population civile et les infrastructures civiles.

D'un autre côté, il est toutefois préoccupant que les possibilités d'obtenir réparation en cas de violences sexuelles et sexistes restent très limitées et que prévale un niveau élevé d'impunité, preuve qu'il faut garantir la promotion et la protection des droits de la personne. Nous considérons que les autorités afghanes doivent prendre toutes les mesures qu'il conviendra pour aider la Commission afghane indépendante des droits de

l'homme à exercer le rôle déterminant qui est le sien en tant qu'institution efficace et indépendante.

Enfin, et comme nous l'avons déjà fait, nous condamnons dans les termes les plus énergiques les attaques terroristes qui ont été perpétrées à Kaboul le 5 septembre, revendiquées par l'État islamique d'Iraq et du Levant, ainsi que les attaques qui ont eu lieu à Nangarhar le 11 septembre. Ces deux attentats ont provoqué la mort d'au moins 61 personnes et ont fait un nombre de blessés qui n'est pas encore connu. La Bolivie réaffirme que tout acte de terrorisme est criminel et injustifiable, quelles qu'en soient les motivations, quels que soient le lieu et moment où il est commis et quels qu'en soient les auteurs. L'ensemble de la communauté internationale doit conjuguer ses efforts pour coopérer avec l'Afghanistan dans la lutte contre ce mal, dans le cadre du respect de sa souveraineté, de son indépendance et de son intégrité territoriale.

**M<sup>me</sup> Pierce** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général et, à travers lui, toute l'équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan de l'action qu'ils mènent. Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général de nous avoir rappelé l'histoire que Kofi Annan avait racontée sur cette jeune fille. Il est bon de se voir rappeler la dimension humaine des événements. C'est pourquoi nous sommes d'autant plus heureux de pouvoir accueillir M. Bakhtiar et d'entendre son point de vue, ainsi que celui de l'Ambassadeur de l'Afghanistan.

Comme d'autres orateurs, je voudrais commencer par condamner les récents attentats terroristes, notamment ceux de Nangarhar, et présenter nos condoléances à toutes les familles des tués et blessés. Nous devons poursuivre tous nos efforts pour appuyer les forces afghanes qui cherchent à combattre ceux qui détruiraient des communautés et la vie de civils afghans innocents, ordinaires.

Le débat d'aujourd'hui est important. C'est le dernier des débats trimestriels avant les élections législatives du 20 octobre. Je voudrais me concentrer sur ces élections dans ma déclaration d'aujourd'hui. M. Yamamoto a souligné les défis inhérents à l'organisation de ces élections en temps voulu. Nous sommes également très reconnaissants à son équipe de l'action qu'elle mène pour appuyer les autorités afghanes. Tous les dirigeants politiques afghans doivent s'efforcer d'améliorer le processus, et non de le miner. Nous les appelons à coopérer à cette fin. À l'heure actuelle, un

certain nombre de questions cruciales concernant les élections ne sont toujours pas réglées.

Premièrement, en ce qui concerne l'inscription des électeurs, le personnel préposé aux élections à Kaboul a déployé beaucoup d'efforts pour dresser et vérifier les listes de ceux qui se sont inscrits pour voter. Ces listes doivent être publiées au niveau local dès que possible, et le mécanisme de traitement des plaintes approprié doit être en place pour donner au peuple afghan le temps de vérifier les détails qui concernent chacun et de faire enregistrer toute plainte.

Deuxièmement, en ce qui concerne les communications, il importe, pour susciter la confiance de l'électorat afghan, que les organismes de gestion des élections aient une stratégie de communication efficace, expliquant les progrès réalisés et les efforts supplémentaires qui sont en cours.

Troisièmement, en ce qui concerne la sécurité des électeurs, du personnel préposé aux élections et du matériel électoral, mon gouvernement appelle tous les acteurs à respecter la sécurité et la vie des civils qui participent aux élections, et demande à ces acteurs de s'abstenir de perturber les élections de manière violente.

Nous saluons le courage des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes dans leur action, et nous savons qu'elles traversent une période difficile. Nous appelons les personnes qui bloquent illégalement les bureaux provinciaux de la Commission électorale indépendante à se disperser pacifiquement. Les élections se tiendront dans cinq semaines seulement, et il est essentiel que les préparatifs puissent se poursuivre.

De manière plus générale, j'ai eu l'honneur d'être Ambassadrice de la Grande-Bretagne en Afghanistan en 2015 et 2016, et je voudrais donc dire à M. Bakhtiar et à l'Ambassadeur Saikal que je reste optimiste quant à leur pays, qui est magnifique mais en proie à des troubles. Compte tenu de ce que l'Afghanistan a subi, compte tenu de son niveau de développement – c'est l'un des pays les plus pauvres du monde – et étant donné que la principale menace pour la sécurité afghane provient des insurgés qui sont appuyés de l'extérieur, je pense que nous sommes tous prêts à attendre longtemps avant d'atteindre nos objectifs. La communauté internationale y est préparée et a élaboré des stratégies à long terme.

La conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan, qu'un certain nombre d'orateurs ont mentionnée, sera, à notre avis, un moment important pour le Gouvernement afghan et lui permettra de

réfléchir aux progrès réalisés à ce jour, mais également de renouveler son engagement à entreprendre les réformes qui s'imposent, nécessaires pour stimuler la croissance durable et inclusive que le peuple afghan mérite pour le restant de la Décennie de la transformation. Mon gouvernement est pleinement attaché à la conférence et s'engage pleinement à jouer son rôle dans les préparatifs qui sont en cours.

Cela dit, il importe que tous les secteurs de la société afghane et tous les groupes de citoyens afghans, face aux défis en matière de sécurité, d'économie, de droits de l'homme et de développement auxquels est confronté le peuple afghan, s'unissent pour faire ce qui suit : renforcer la bonne gouvernance, faire respecter l'état de droit et les droits de l'homme, notamment le droit à la santé, à l'éducation des femmes et des filles, et surtout, être tolérants. Je suis arrivée à Kaboul une semaine après le très triste meurtre de Farkhunda Malikzada, et je n'ai jamais oublié l'intolérance et la brutalité qui ont conduit à ce triste résultat. Les communautés afghanes doivent investir dans l'avenir. Elles doivent s'attaquer à la corruption à tous les niveaux, entreprendre la libéralisation économique nécessaire pour attirer l'investissement étranger direct et réaliser des progrès tangibles avec leurs partenaires régionaux en matière de coopération régionale.

L'Ambassadeur de l'Afghanistan et le Représentant spécial du Secrétaire général nous ont parlé du processus de paix avec le Pakistan. Nous espérons que ce processus sera couronné de succès. Il va sans dire que la paix est la seule voie viable pour l'Afghanistan. Nous appuyons fermement le Gouvernement d'unité nationale dans ses efforts à cet égard. Nous espérons que tous les autres États feront tout le possible pour appuyer le Gouvernement. Le cessez-le-feu temporaire instauré par le Président Ghani a été un moment très important, et il est regrettable que les Taliban n'aient pas répondu à ses propositions ultérieures. Les Taliban doivent démontrer que l'Afghanistan est vraiment leur préoccupation principale et qu'ils se soucient du peuple afghan avant tout. Ils doivent répondre positivement aux propositions importantes faites par le Président Ghani en février.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, M. Tadamichi Yamamoto, qui a présenté une analyse des processus en cours en Afghanistan.

Nous avons écouté attentivement les déclarations faites par l'Ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan, M. Mahmoud Saikal, et par M. Bakhtiar. Nous souscrivons à bon nombre des évaluations figurant dans le rapport trimestriel pertinent du Secrétaire général (S/2018/824). Pour notre part, nous voudrions faire observer ce qui suit.

Nous sommes profondément alarmés par les conditions de sécurité en Afghanistan. Le mouvement des Taliban contrôle près de la moitié du pays, s'emparant périodiquement de nouveaux districts, notamment dans le nord. Nous constatons que ses combattants ont la capacité d'organiser des opérations de grande envergure, coordonnées et bien préparées. Les attaques qui ont duré plusieurs jours contre la province stratégiquement importante de Ghazni, les vastes offensives contre Ghor, Farah et Sar-e Pol et les situations difficiles qui se sont progressivement créées à Paktiya, Helmand, Fariyab, Samangan, Hérat et Konduz en sont un exemple frappant. Dans ce contexte, nous sommes particulièrement inquiets de l'état des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, qui subissent quotidiennement des pertes sans précédent.

Nous continuons d'accorder une grande attention à l'intensification des activités terroristes menées par l'aile afghane de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), dont les effectifs ne cessent d'augmenter en raison principalement des combattants étrangers ayant acquis une expérience du champ de bataille en Syrie et en Iraq. Selon nos sources, l'EIIL pourrait compter pas moins de 10 000 membres. Le danger est encore aggravé par le renforcement de leurs activités idéologiques, de propagande et de recrutement grâce à une utilisation habile des technologies de l'information et des communications. En dépit des informations faisant état de la déroute des combattants et de leur reddition partielle aux forces gouvernementales à Jozjan en août, ils conservent des points d'ancrage dans les provinces du nord et du nord-est d'où ils cherchent à étendre leur présence dans le pays. Nous y voyons une menace pour nos frontières et ceux de nos voisins d'Asie centrale. Les Taliban participent aussi occasionnellement à la lutte contre l'EIIL, principalement dans le nord et l'est de l'Afghanistan, mettant en évidence le fait que la menace de l'EIIL est reconnue à la fois par les autorités de Kaboul et par les Taliban. Nous soulignons que la lutte contre les terroristes en Afghanistan serait beaucoup plus efficace si les efforts régionaux et internationaux étaient combinés.

En ce qui concerne l'Afghanistan et les autres conflits, notre initiative relative à la création d'une vaste coalition antiterroriste reste d'actualité. Il faut faire la lumière sur les vols d'hélicoptères non identifiés dans le nord de l'Afghanistan, qui livrent des armes et des munitions à l'EIL. Nous sommes d'ailleurs surpris par l'absence de réaction à ces événements, notamment de la part du contingent du commandement de l'OTAN qui est stationné dans la région. Nous estimons que les tentatives de balayer cette question sous le tapis ne sont pas acceptables. Nous sommes préoccupés par les informations selon lesquelles l'aile afghane de l'EIL tenterait de conclure un accord avec le mouvement des Taliban et d'autres organisations afin de coordonner leurs opérations. À cela s'ajoute le renforcement des contacts entre l'EIL et le Mouvement islamique du Turkestan oriental. Compte tenu de la détérioration de la situation sécuritaire en Afghanistan, nous estimons qu'il est nécessaire de recourir activement aux mécanismes de sanctions du Conseil de sécurité contre le terrorisme. Nous préconisons la mise en place de nouveaux obstacles afin de prévenir les activités terroristes dans le pays. Il est important de se concentrer en particulier sur l'imposition de sanctions aux personnes et entités qui sont complices des opérations de l'EIL.

Nous sommes préoccupés par l'augmentation sans frein de la production de stupéfiants, lesquels constituent une importante source de revenus pour les terroristes en Afghanistan. À cet égard, nous sommes ébahis de voir que la question des stupéfiants en Afghanistan est totalement passée sous silence dans les conclusions du rapport. Nous pensons qu'il doit s'agir d'une priorité. C'est d'ailleurs ce que nous nous efforçons de faire concrètement dans le cadre de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et de l'Organisation du Traité de sécurité collective. La Fédération de Russie ne ménage aucun effort pour soutenir les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en la matière, notamment en fournissant une assistance régulière à l'Initiative du Pacte de Paris menée par l'ONUDC, qui vise à prévenir de manière globale la production afghane d'opium, par le biais du programme régional de l'ONUDC pour l'Afghanistan et les pays voisins ainsi que du programme de développement alternatif dans la province de Badakhchan. Nous nous félicitons de la mise en œuvre de notre initiative relative à la formation d'agents de la police des stupéfiants d'Afghanistan, du Pakistan et de pays d'Asie centrale, ainsi que du projet commun de Domodedovo avec le Japon afin de former

un groupe cynophile pour l'Afghanistan qui, nous l'espérons, sera un outil essentiel dans la lutte contre les stupéfiants dans le pays.

Nous notons avec regret que la présence militaire à grande échelle des troupes de l'OTAN et des États-Unis depuis 17 ans n'a pas permis de stabiliser la situation militaire et politique dans le pays. Ce qui est clair, c'est que la stratégie du recours à la force pour exercer des pressions n'a pas donné les résultats escomptés; elle n'a fait qu'attiser le conflit. Nous pensons qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise en Afghanistan. La seule façon de résoudre cette crise passe par un consensus entre tous les Afghans par le biais de moyens politiques et diplomatiques. Il s'agit là d'un impératif particulièrement urgent aujourd'hui à la veille des élections, qui doivent être un pas vers l'unification du pays. Nous appuyons la politique de Kaboul et les efforts menés par les forces sociopolitiques en ce sens. Nous pensons que les négociations doivent être dirigées par les Afghans eux-mêmes et réaffirmons notre volonté de leur apporter notre plein appui.

Nous nous félicitons des efforts internationaux et régionaux pour aider l'Afghanistan à mettre en place un processus de paix. Toutefois, il est essentiel qu'il n'y ait pas de concurrence dans ce domaine : il ne s'agit pas de tirer la couverture à soi. Nous devons, au contraire, coopérer avec les parties prenantes afin de créer une plateforme optimale pour l'appui international au processus de paix en Afghanistan. Cet objectif est conforme au format de consultations que Moscou mène avec l'Afghanistan, et nous avons l'intention d'organiser une réunion, avec la participation des représentants des Taliban, après qu'une position commune sur cette question aura été arrêtée à Kaboul. Nous espérons que les États-Unis y participeront. Notre invitation tient toujours.

Nous notons la prise de conscience croissante dans le monde de l'importance que revêt le contexte régional pour tout règlement de la question afghane. Nous prenons acte en particulier du renouvellement du Groupe de contact entre l'Organisation de Shanghai pour la coopération et l'Afghanistan. Nous constatons qu'il existe un important potentiel pour renforcer la coopération antidrogue entre l'Afghanistan et l'Organisation du Traité de sécurité collective.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) continue de jouer un rôle important dans la coordination de l'assistance



internationale à l'Afghanistan. Nous saluons les efforts courageux et dévoués du personnel de la MANUA.

La Russie et l'Afghanistan sont liés par des relations historiques, amicales et ouvertes, fondées sur la confiance. Nous espérons sincèrement voir une rapide stabilisation du pays afin qu'il puisse se réengager sur la voie du développement durable. Nous sommes prêts à coopérer sur cette base avec l'Afghanistan et avec les partenaires régionaux et internationaux.

**M. Ndong Mba** (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Notre délégation remercie M. Tadamichi Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général, de son rapport complet et détaillé (S/2018/824) sur l'évolution de la situation en Afghanistan et des précieuses informations qu'il nous a fournies aujourd'hui. Nous remercions également M. Ramiz Bakhtiar, représentant de la jeunesse afghane, et nous félicitons de sa participation à cet important débat ainsi que de sa déclaration très édifiante sur la situation en Afghanistan.

Avant toute chose, nous tenons à exprimer nos plus sincères condoléances au Gouvernement et au peuple afghans suite aux attentats terroristes odieux et – est-il besoin de le répéter – lâches qui ont été perpétrés à Kaboul et à Nangarhar les 5 et 11 septembre, respectivement.

Nous restons extrêmement consternés et préoccupés par les conditions de sécurité en Afghanistan. Le pays a de nouveau été secoué par une vague d'attaques terroristes sanglantes qui ont coûté la vie à près de 1 692 civils afghans en l'espace de six mois seulement, comme il est indiqué dans le rapport à l'examen, de janvier à juin. L'augmentation du nombre d'attentats-suicide et d'attaques aériennes – de 38 % et 46 % respectivement – par rapport à la même période en 2017 est alarmante. En effet, le nombre de victimes signalé cette année par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) est supérieur à 5 000. Il est inacceptable et inconcevable de rester indifférents face à l'atrocité de ces actes, en particulier parce qu'ils touchent en particulier les groupes les plus vulnérables de la population.

Il reste évident qu'une convergence de facteurs compromet la réalisation de la paix et de la sécurité auxquelles aspire le peuple afghan. Toutefois, comme nous en avons longuement discuté dans cette salle, une solution aux conflits en Afghanistan ne pourra être trouvée que par des négociations politiques efficaces, constructives et directes entre les parties concernées,

ainsi que par la tenue d'élections transparentes et ouvertes grâce auxquelles les Afghans choisiront le système politique et socioéconomique le plus approprié à leurs coutumes et à leur culture conformément aux intérêts et au bien-être du peuple afghan. Je voudrais faire quelques observations sur certains des facteurs qui exacerbent l'instabilité et l'insécurité en Afghanistan.

Premièrement, sur le front politique – et je ne cherche aucunement à minimiser les progrès et les réalisations du Gouvernement afghan, de la communauté internationale et d'autres acteurs régionaux et internationaux en ce qui concerne les accords de paix et d'autres accords – nous estimons que la raison pour laquelle la situation Afghanistan ne s'est pas améliorée à ce jour tient au fait que certaines parties au conflit et leurs partenaires respectifs ont mis leurs intérêts avant ceux du peuple afghan. Toute négociation doit porter exclusivement sur la recherche de solutions aux problèmes réels que rencontre l'Afghanistan, problèmes liés à la sécurité, la stabilité et la prospérité du peuple afghan, ainsi qu'à la promotion de la réconciliation nationale comme moyen fondamental de résoudre les problèmes de ce peuple.

Tenant compte du fait qu'il y aura toujours une partie qui ne verra pas ses intérêts satisfaits, et considérant les intérêts du peuple afghan, ce n'est pas un hasard qu'à mesure qu'approche la date des élections, le 20 octobre, les attaques s'intensifient non seulement pour boycotter les élections, mais aussi pour paralyser le processus politique démocratique par la mobilisation politique de groupes de l'opposition et par l'occupation et la fermeture des bureaux de la Commission électorale indépendante dans certaines provinces, entre autres actions. Sachant qu'il ne s'agit pas là de bonnes pratiques de la part de quiconque entend diriger un pays de manière démocratique, nous exhortons toutes les parties à participer pleinement à un processus politique visant à apporter une paix et une stabilité durables au peuple afghan.

Le Gouvernement équato-guinéen félicite le Gouvernement afghan des avancées positives qu'il a enregistrées en vue de la tenue des élections malgré les difficultés que cela soulève. Nous l'encourageons à ne pas renoncer à cet effort laborieux en vue de la tenue d'élections couronnées de succès qui, nous en sommes convaincus, apporteront un changement positif pour le peuple afghan. Nous accueillons avec satisfaction le nouvel appel du Président Ghani en faveur d'un cessez-le-feu. Cela montre, à notre sens, qu'il est

réellement déterminé à instaurer la paix et la stabilité en Afghanistan. Nous exhortons tous les groupes armés, en particulier les Taliban, à répondre positivement aux appels du Président Ghani et du Gouvernement leur demandant de s'abstenir de commettre des actes violents et de s'asseoir à la table des négociations.

Deuxièmement, les attaques contre les lieux publics, comme on a pu le voir lors des tout derniers attentats, sont particulièrement inquiétantes. Pour notre délégation, le nombre effarant de civils tués et blessés jusqu'à présent en 2018 reste un motif de consternation. Parmi ces terribles statistiques, la proportion d'enfants et de femmes tués et blessés et l'ampleur des extrêmes dommages infligés continuellement aux civils par les attentats-suicides et autres attentats à l'engin explosif improvisé sont extrêmement préoccupantes. Face à cette situation, le Gouvernement équato-guinéen exhorte encore une fois toutes les parties au conflit de prendre toutes les mesures possibles pour protéger la population civile, en particulier les femmes et les enfants, conformément à ce qui est stipulé dans le droit international humanitaire et aux normes fondamentales du droit humanitaire.

Un autre facteur qui, selon nous, accentue l'instabilité et l'insécurité dont souffrent les Afghans et qui nous préoccupe aussi, est la forte augmentation de la production d'opium. Nous sommes conscients de la relation étroite qui existe entre la culture et le trafic d'opium et le terrorisme. C'est pourquoi nous nous félicitons des opérations de lutte contre les stupéfiants menées par le Gouvernement, avec l'appui de la communauté internationale et en étroite coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, opérations qui ont abouti à la saisie de grandes quantités de stupéfiants, à l'arrestation de trafiquants et à la fermeture de laboratoires de fabrication d'héroïne, entre autres succès.

Troisièmement, il est très difficile, pour ne pas dire impossible, de tenir un débat sur la situation en Afghanistan sans évoquer la question de l'aide humanitaire. Selon les chiffres du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, deux tiers du territoire afghan souffrent d'une grave sécheresse inhabituelle, qui a poussé plus de 100 000 personnes à quitter leurs foyers en quête d'eau. Cette situation, conjuguée à la prévalence de maladies telles que la poliomyélite et autres affections, constitue une combinaison de conséquences graves, auxquelles il convient de trouver des solutions urgentes, en même

temps que le moyen le plus efficace de fournir une assistance humanitaire.

En conclusion, la République de Guinée équatoriale reconnaît et apprécie à sa juste valeur le rôle crucial joué par la MANUA et par tous les organismes des Nations Unies, ainsi que celui que sont en train de jouer les pays de la région pour aider les Afghans, promouvoir la paix et la réconciliation, surveiller et promouvoir les droits de l'homme, et aider à renforcer la crédibilité, l'intégrité, le caractère inclusif et la durabilité des processus électoraux, ainsi que pour garantir une meilleure coordination de l'assistance de la communauté internationale en Afghanistan.

**M. Meza-Cuadra** (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la convocation du présent débat et nous remercions M. Tadamiichi Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général, et M. Ramiz Bakhtiar, représentant de la jeunesse afghane, de leurs exposés. Nous remercions aussi l'Ambassadeur Saikal de sa déclaration. Nous voudrions aussi saluer la nomination de M<sup>me</sup> Ingrid Hayden en tant que Représentante spéciale adjointe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Le Pérou observe avec préoccupation la situation complexe qui prévaut en matière de sécurité en Afghanistan. Nous condamnons avec force les attaques terroristes qui se poursuivent contre la population et l'infrastructure civile. Nous exprimons notre solidarité avec les proches des victimes des récentes attaques perpétrées par Daech à Kaboul et Nangarhar.

Nous insistons sur la nécessité de mener une lutte globale contre le terrorisme, notamment en s'attaquant à ses causes profondes. Les terroristes doivent répondre de leurs crimes devant la justice, et leurs liens avec la criminalité transnationale organisée, en particulier avec le trafic de drogues, doivent être discernés et combattus. Nous jugeons capital que la classe politique reste unie en vue des prochaines élections législatives et aux conseils de district, l'objectif étant de garantir la stabilité et la gouvernance du pays et, à partir de là, de relever les graves défis auxquels est confronté le pays.

Nous notons avec préoccupation les menaces de boycottage des élections proférées par certains secteurs politiques, et nous sommes d'accord avec le Secrétaire général qu'il importe de participer de manière responsable et constructive au processus en cours. Nous espérons que toutes les forces politiques et, de manière générale, tous les citoyens pourront participer

massivement aux élections, dans des conditions de sécurité et dans un esprit d'unité démocratique.

Nous saluons l'engagement du Gouvernement à l'autonomisation des femmes, ainsi que l'appui fourni par la MANUA à cet égard. Nous jugeons particulièrement important d'encourager une plus grande participation des femmes et des jeunes, comme Ramiz Bakhtiar, à la vie politique du pays, conformément à notre résolution 2419 (2018), afin de leur permette de construire une vision commune de l'avenir et de lutter contre l'extrémisme violent.

Nous voudrions aussi mettre en relief l'initiative du Président Ghani de promouvoir des négociations directes avec les Taliban. Mais nous déplorons que ces derniers n'aient pas respecté le cessez-le-feu proposé par le Gouvernement. Nous estimons que le dialogue interafghans, avec l'appui de la communauté internationale et des pays de la région, offre la seule voie viable vers une paix durable dans le pays. À cet égard, nous attendons avec intérêt la conférence ministérielle en novembre à Genève, afin que la communauté internationale puisse réaffirmer son engagement en faveur de la paix et du développement en Afghanistan.

Nous soulignons la nécessité de renforcer les capacités de l'Afghanistan en matière de défense et de sécurité afin de réduire la dépendance de ce pays de l'étranger. De même, nous soulignons l'importance d'appuyer les efforts que déploie le Gouvernement pour moderniser et stimuler l'économie, et pour créer des emplois décents pour les jeunes – qui représentent 60 % de la population et qui sont souvent la proie de l'extrémisme violent et du trafic de drogues. À cet égard, nous notons avec préoccupation la crise humanitaire et les déplacements de population dus à la sécheresse qui frappe le pays. Près de 1,5 million de personnes ont besoin d'assistance. Pour terminer, je voudrais saluer le travail qu'effectue la MANUA, notamment dans le domaine du développement.

**M. Umarov** (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yamamoto, de son exposé et de sa contribution personnelle à la réalisation de la paix et de la prospérité en Afghanistan. Nous saluons le travail et le dévouement de son équipe compétente. Nous remercions également le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Mahmoud Saikal, et le Représentant de la jeunesse afghane, M. Ramiz Bakhtiar, de leurs déclarations.

Le récent rapport du Secrétaire général (S/2018/824) fournit une évaluation réaliste et des éclairages importants sur les travaux de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et de l'équipe de pays des Nations Unies. Il comprend des recommandations constructives que le système des Nations Unies et la communauté internationale doivent mettre en œuvre immédiatement. À cette étape cruciale, cela nous permettrait de mobiliser l'avantage comparatif des acteurs mondiaux et régionaux à l'appui de la reconstruction et du redéveloppement en Afghanistan. Ma délégation souhaite faire quelques observations clefs.

Premièrement, en ce qui concerne le processus politique, nous partageons l'opinion de Kaboul, à savoir que le processus doit être dirigé et contrôlé par les Afghans. Le Kazakhstan appuie fermement les initiatives de réconciliation et de réintégration entreprises par le Gouvernement afghan et sa détermination à régler les problèmes croissants dans les domaines politique, économique et de la sécurité. Cela atteste avec force de l'aspiration de l'Afghanistan à réaliser l'unité et la stabilité nationales, qui pourraient contribuer à la sécurité régionale. Nous saluons l'initiative de cessez-le-feu prise récemment par le Président Ghani et regrettons que ses interlocuteurs ne l'aient pas acceptée, car cela signifie que la perspective d'élections pacifiques est menacée. Nous sommes également préoccupés par les déclarations de certains partis politiques en Afghanistan, qui prévoient de boycotter les élections. En conséquence, nous encourageons le Gouvernement à travailler avec les partis politiques et à les encourager à participer aux élections. Par ailleurs, cette démarche ne devrait pas retarder la tenue des élections, car ceci ne ferait qu'aggraver la situation en Afghanistan.

Sur le plan de la sécurité, en dépit de certains faits nouveaux notables, la situation est fragile et instable, et elle continue de se détériorer, en particulier dans les provinces septentrionales. Des pertes importantes ont été causées à la population civile, aux forces de l'ordre et à l'armée par des actes de terrorisme et des affrontements avec l'État islamique d'Iraq et du Levant/Daech et les Taliban. Cette situation est profondément préoccupante car elle pourrait avoir une incidence néfaste sur la tenue avec succès d'élections libres dans le pays. Nous exhortons donc le Gouvernement à mettre en œuvre ses stratégies progressives, notamment le plan concernant la réforme du secteur de la sécurité et d'autres initiatives dans d'autres domaines, qui, selon nous, renforceront les capacités des institutions nationales.

S'agissant de la coopération internationale, ma délégation salue les efforts mis en place pour contrer plusieurs menaces, notamment le fléau du terrorisme, le trafic et le problème de la drogue en Afghanistan. À ce stade, il nous semble impératif que l'ONU et la communauté internationale continuent de fournir une assistance à l'Afghanistan. Nous continuerons d'appuyer le processus de Kaboul, les efforts de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et les initiatives régionales, ainsi que le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » et la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan. Nous saluons également le travail qu'accomplissent nos partenaires d'Asie centrale, en particulier la tenue de la conférence de Tachkent en mars et les efforts que consacre la Fédération de Russie à la formule de Moscou, tout en soulignant l'importance du Groupe de contact sur l'Afghanistan de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et du Plan d'action Afghanistan-Pakistan pour la paix et la solidarité. Nous plaçons de grands espoirs dans la prochaine conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan, qui permettra de vérifier que l'Afghanistan est à jour dans la mise en œuvre des réformes annoncées et d'aborder la question des perspectives d'aide internationale.

En ce qui concerne le développement, nous constatons avec satisfaction que la politique du Gouvernement afghan consiste à mettre l'accent sur le développement socioéconomique. L'objectif principal de nos efforts est d'aider l'Afghanistan à devenir un partenaire attractif au potentiel considérable. Dans cet esprit, nous estimons qu'il est nécessaire d'appliquer les dispositions de la déclaration présidentielle (S/PRST/2018/1) de cette année sur la prévention des conflits et la pérennisation de la paix et de la déclaration présidentielle (S/PRST/2018/2) sur la configuration du partenariat régional en Afghanistan et en Asie centrale. Le pays a besoin de projets communs, de créations d'emplois et de connectivité régionale. Tous les États d'Asie centrale sont attachés à la coopération à long terme avec leurs partenaires afghans et à la connectivité intrarégionale dans les domaines des infrastructures, du transit et des transports, de l'énergie et dans d'autres domaines.

Il importe d'intégrer l'Afghanistan à la coopération régionale dans les domaines commercial et économique, en application d'un nouveau modèle de relations. Ma délégation propose donc une nouvelle stratégie basée sur les liens entre le développement et la sécurité, qui doit être conjuguée à une approche régionale revisitée et à une approche novatrice à l'échelle du système

des Nations Unies afin d'améliorer l'efficacité, la transparence et la responsabilité. Elle est basée sur notre hypothèse que le développement économique créera les conditions indispensables à un règlement politique et permettra de régler les problèmes de sécurité. À cet égard, nous appuyons tous les projets visant à donner de l'élan à cette idée, notamment le gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde, le Couloir lapis-lazuli et l'initiative « Une Ceinture et une Route », qui pourraient non seulement favoriser la croissance économique et la prospérité, mais également renforcer la sécurité et la stabilité dans la région. Le Kazakhstan continuera de contribuer aux initiatives bilatérales, régionales et multilatérales visant à promouvoir le relèvement, la stabilité, la paix et le progrès en Afghanistan.

En ce qui concerne la dimension humaine, le Kazakhstan est sincèrement convaincu que les femmes, ainsi que les jeunes, occupent une place centrale tout au long du cycle de prévention des conflits. C'est pourquoi nous avons organisé au début de ce mois à Astana une conférence régionale sur le thème « Autonomisation des femmes afghanes », qui était axée sur la réalisation d'une croissance économique durable en élargissant les capacités des femmes afghanes et en développant leurs activités professionnelles par le biais de la coopération régionale, en mettant l'accent sur le rôle de l'éducation et de l'acquisition de connaissances. La déclaration finale de cette conférence envisage des moyens d'améliorer les conditions de vie et l'éducation des femmes et des filles afghanes, ainsi que d'élargir leurs droits et les possibilités qui leur sont offertes, notamment dans les domaines politique et économique. Pour ce qui est des résultats, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et l'Union européenne lanceront prochainement un projet pilote conjoint pour former des femmes afghanes dans des universités kazakhes et ouzbèques. En outre, le Gouvernement kazakh a décidé d'octroyer des bourses supplémentaires aux femmes afghanes pour la période 2019-2020, en continuité de l'initiative mise en place par le Kazakhstan pour former 1 000 spécialistes civils afghans dans le cadre d'un programme éducatif spécial financé à hauteur de 50 millions de dollars.

Le sort des enfants afghans reste gravement compromis par l'escalade du conflit. À cet égard, le Gouvernement afghan a pris de nombreuses mesures louables pour garantir que ses forces nationales de sécurité ne comptent pas d'enfants dans leurs rangs. Il promeut également des directives d'évaluation de l'âge qui, nous espérons, seront généralement appliquées. Cependant, le Kazakhstan est alarmé par le fait que la



période actuelle considérée est une fois de plus marquée par un nombre élevé d'enfants victimes, notamment l'utilisation de garçons qui auraient été recrutés par des organisations terroristes. Nous saluons donc les efforts que déploient la MANUA et l'UNICEF pour régler ce problème.

Enfin, mon pays se félicite que la MANUA, le Gouvernement afghan et la communauté internationale maintiennent un partenariat étroit, qui est essentiel pour garantir une paix et une stabilité durables dans le pays. Le Kazakhstan continuera d'appuyer le peuple afghan frère pour lui permettre de réaliser ses aspirations à la paix, à la prospérité et à la sécurité, et il estime que la tenue des élections parlementaires à la date prévue promouvra des conditions favorables à la réalisation de ces objectifs.

**M<sup>me</sup> Gueguen** (France) : Je souhaite tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, et l'Ambassadeur Saikal pour leurs exposés éclairants, en particulier sur les efforts de paix et sur le processus électoral. Je souhaite également remercier chaleureusement Ramiz Bakhtiar pour sa présentation, qui a parfaitement illustré le rôle essentiel de la jeunesse afghane pour construire une société apaisée, démocratique, juste et solidaire. En Afghanistan comme ailleurs, les jeunes doivent être pleinement reconnus comme acteurs du changement sociopolitique et comme partenaires à part entière des efforts devant mener à la paix et au développement. Je formulerai trois observations aujourd'hui.

Tout d'abord, s'agissant de la situation sécuritaire, l'Afghanistan reste malheureusement l'un des conflits les plus violents et meurtriers inscrits au programme de travail du Conseil. La France est particulièrement préoccupée par l'accroissement de la présence de combattants terroristes étrangers en Afghanistan ainsi que par la surenchère à laquelle se livrent les Taliban et l'État Islamique dans la province du Khorassan, qui s'est traduite par une multiplication récente des attaques terroristes, notamment à Kaboul. Nous réitérons notre condamnation dans les termes les plus forts de ces attaques, ainsi que notre solidarité avec les victimes du terrorisme et avec leurs familles. La France salue également le courage et la détermination des forces afghanes, qui se sont notamment illustrées dans la reprise de la ville de Ghazni le 10 août dernier. Ces affrontements confirment toutefois la détermination des groupes terroristes à poursuivre, par une stratégie de harcèlement, la déstabilisation du pays à un moment

charnière en créant un climat d'insécurité permanent et en cherchant à affaiblir les forces afghanes et l'autorité du Gouvernement juste avant les élections.

Nous sommes également préoccupés par l'accroissement continu du trafic de drogues, qui alimente l'insurrection talibane et menace la vie de milliers d'Afghans. La présentation d'un projet de stratégie régionale par l'Afghanistan, en juillet 2018 à Vienne, marque l'engagement renouvelé des autorités afghanes dans la lutte contre la production et le trafic d'opiacés. Ceci mérite d'être souligné. Nous appelons les pays de la région à s'engager résolument contre ce trafic, à tous les niveaux. Nous comptons sur le Gouvernement afghan pour poursuivre les efforts importants qui sont nécessaires pour endiguer cette production, avec le soutien de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, des partenaires de la région et de la communauté internationale, et dans le cadre du principe de responsabilité partagée, notamment au sein de l'Initiative du Pacte de Paris.

Mon deuxième point porte sur les élections parlementaires et locales du 20 octobre prochain, qui, compte tenu du contexte qui nous a été rappelé, constituent un défi majeur. La France attache la plus grande importance au processus démocratique et à la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles. Il est essentiel que la population afghane puisse s'exprimer et être représentée au Gouvernement. Toutes les parties prenantes doivent continuer à œuvrer pour assurer la participation la plus large de la population aux élections, notamment celle des femmes. Nous sommes préoccupés par les nombreuses interrogations qui subsistent autour de la préparation des élections et qui pourraient compromettre la sincérité de celles-ci. Nous restons par ailleurs préoccupés par le faible nombre de candidats dans certaines provinces pour les élections aux conseils de district, alors que la pluralité des candidatures constitue un critère essentiel pour la tenue d'élections crédibles. Nous soutenons en ce sens le travail de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), aux côtés des différentes parties prenantes afghanes, et l'ensemble des mesures destinées à lutter contre la fraude, à construire la confiance, à renforcer l'inclusivité et à assurer la sécurité des élections.

Mon troisième point concerne les efforts de paix. La gravité de la situation sécuritaire et le coût humain du conflit doivent inciter à redoubler d'efforts pour parvenir à la paix. Des avancées ont été enregistrées, notamment grâce à l'offre de paix présentée par le Président Ghani

lors de la seconde Conférence de Kaboul, le 28 février, puis avec le cessez-le-feu de l'Aïd al-Fitr, et la proposition unilatérale de cessez-le-feu de l'Aïd al-Adha. Il faut maintenant que les Taliban répondent à ces gestes d'ouverture. Il ne pourra y avoir de solution durable en Afghanistan que si elle est politique et négociée dans le cadre d'un processus inclusif mené par les Afghans pour les Afghans. À cet égard, il est primordial de consulter la population afghane, y compris les jeunes afghans, afin de prendre en compte leurs attentes. Au-delà de l'Afghanistan, il est essentiel que l'ensemble des États de la région soutiennent sans ambiguïté l'objectif de paix.

La violence et les jeux de pouvoir ont trop duré, le temps de la coopération est venu, au service de la paix, de la bonne gouvernance démocratique et du développement, qu'il incombe à l'ensemble des Afghans de faire advenir avec le soutien de la communauté internationale. Les autorités afghanes et la MANUA peuvent compter sur le soutien persévérant de la France dans la poursuite de cet objectif, ainsi que sur l'unité du Conseil, qui est un bien précieux et indispensable pour progresser.

**M. Ma Zhaoxu** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Représentant spécial Tadamichi Yamamoto de son exposé. Je lui sais gré du travail considérable que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan a accompli sous sa direction. J'ai écouté très attentivement les déclarations faites par le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Saikal, et par le représentant de la jeunesse au sein de la société civile, M. Bakhtiar.

Le processus politique en Afghanistan est entré dans une phase critique. Les conditions de sécurité sont très préoccupantes et la situation humanitaire connaît des difficultés. La paix et le développement en Afghanistan ont une incidence majeure sur les intérêts vitaux du peuple afghan et sur la sécurité, la stabilité, le développement et la prospérité de la région. La Chine salue les efforts déployés par le Gouvernement afghan pour préserver la stabilité du pays, promouvoir la réconciliation nationale et faciliter le développement économique. Nous apprécions les efforts inlassables du Gouvernement. La communauté internationale doit continuer d'apporter un solide appui à l'Afghanistan.

Premièrement, nous devons apporter un soutien ferme pour assurer le bon déroulement d'importantes élections en Afghanistan. L'Afghanistan organisera des élections législatives en octobre et l'élection présidentielle en avril de l'année prochaine. Il s'agira là d'étapes

majeures dans le processus politique de l'Afghanistan. Alors que les préparatifs électoraux entrent dans une phase critique, tous les partis politiques afghans doivent renforcer leur unité, assumer la responsabilité partagée que représente la stabilité politique nationale et régler leurs divergences par le dialogue et les consultations. La communauté internationale doit véritablement respecter le droit du peuple afghan de choisir lui-même son système politique et sa voie de développement, et apporter une assistance adaptée au Gouvernement afghan afin qu'il améliore sa capacité de gouvernance.

Deuxièmement, nous devons contribuer à améliorer les conditions de sécurité en Afghanistan. Le nombre de victimes civiles causées par le conflit en Afghanistan a atteint un niveau record au cours du premier semestre de cette année. La communauté internationale doit continuer d'appuyer le renforcement des capacités des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, répondre à l'unisson et efficacement aux menaces telles que le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues et aider l'Afghanistan à relever ces défis grâce à des efforts au niveau régional. Il faut exhorter les Taliban à répondre positivement au cessez-le-feu assorti de conditions déclaré par le Gouvernement afghan et à l'initiative de paix qu'il a proposée en vue d'instaurer une paix et une stabilité durables dans le pays.

Troisièmement, nous devons accorder une plus grande attention à la crise humanitaire en Afghanistan et prendre des mesures pour améliorer la situation. La sécheresse récente a affecté les moyens de subsistance d'environ 1,4 million de personnes en Afghanistan, exacerbant par là-même la situation humanitaire déjà grave. La communauté internationale doit fournir une aide humanitaire d'urgence au peuple afghan, notamment sous forme d'approvisionnement en eau pour l'industrie et les ménages, de nourriture et de soins médicaux, et alléger la détresse humanitaire provoquée par la sécheresse. Une aide humanitaire doit continuer d'être accordée aux réfugiés afghans et aux pays qui les accueillent.

Quatrièmement, nous devons promouvoir le développement économique de l'Afghanistan, ainsi que la coopération régionale. L'Afghanistan est doté de ressources abondantes et bénéficie d'une situation géographique stratégique, et sa participation à la coopération économique régionale présente de vastes perspectives. La communauté internationale doit, en fonction de la stratégie nationale de développement de

l'Afghanistan et de ses besoins spécifiques, aider le pays à exploiter son potentiel de développement et à continuer d'ancrer son intégration au sein de la coopération économique régionale.

Les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ont favorablement affirmé l'importance de l'initiative « Une Ceinture et une Route » pour la promotion du développement économique en Afghanistan et pour la coopération régionale. Nous espérons que toutes les parties concernées encourageront collectivement le développement de l'initiative « Une Ceinture et une Route », qu'elles renforceront la coopération économique régionale et la connectivité, et qu'elles aideront l'Afghanistan à réaliser son développement socioéconomique. Nous espérons bien que la conférence ministérielle sur l'Afghanistan, qui se tiendra à Genève en novembre, débouchera sur des résultats positifs.

La Chine et l'Afghanistan entretiennent depuis longtemps des relations de bon voisinage. La Chine espère que l'Afghanistan parviendra rapidement à la paix, à la sécurité, à la stabilité et au développement. La Déclaration du Conseil des chefs d'État de l'Organisation de Shanghai pour la coopération tenu à Qingdao réaffirme que les États membres de l'Organisation de Shanghai continueront d'aider le Gouvernement et le peuple afghans à promouvoir le processus politique, à préserver la sécurité, à favoriser le développement économique et à lutter contre le terrorisme et le trafic de stupéfiants.

La Chine continuera de renforcer sa coopération avec l'Afghanistan et d'autres pays de la région par le biais de divers mécanismes – tels que le dialogue tripartite entre la Chine, l'Afghanistan et le Pakistan, le Groupe de Coordination quadrilatérale composé du Pakistan, de l'Afghanistan, de la Chine et des États-Unis, et le groupe de contact entre l'Organisation de Shanghai pour la coopération et l'Afghanistan – afin de faire face collectivement aux menaces terroristes et de promouvoir la paix, la stabilité et le développement de la région.

La Chine continuera d'aider l'Afghanistan à exploiter ses propres atouts dans le cadre de sa participation à l'initiative « Une Ceinture et une Route » et de la coopération économique régionale. La Chine entend également encourager la complémentarité entre l'initiative « Une Ceinture et une Route » et d'autres programmes de coopération régionale. Aux côtés de la communauté internationale, la Chine s'emploiera sans

relâche à promouvoir l'instauration rapide de la paix, de la stabilité et du développement en Afghanistan.

**M<sup>me</sup> Wronecka** (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Tadamichi Yamamoto, de son exposé très instructif et de son rapport sur l'évolution de la situation en Afghanistan. Nous tenons à remercier tout particulièrement le personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui, avec courage et dévouement, appuie la gouvernance, le développement et la réconciliation en Afghanistan. Je remercie en outre l'Ambassadeur Saikal de son exposé.

Nous saluons la détermination et la passion reflétées dans l'exposé de M. Ramiz Bakhtiar. La jeune génération d'Afghans incarne l'espoir d'un développement pacifique et durable du pays. La communauté internationale doit les encourager et leur apporter un appui concret pour qu'ils puissent avancer sur la voie d'un avenir meilleur, sans souffrances ni victimes innocentes de la violence. L'examen du rôle essentiel de la jeune génération dans le processus de reconstruction et de développement en cours en Afghanistan nous rappelle l'importance qu'il y a à garantir un accès généralisé à l'éducation.

La Pologne réitère l'importance du processus de paix, qui doit se poursuivre au moyen d'un dialogue constructif. À cet égard, nous sommes conscients que les efforts importants déployés par le Président Ghani en vue d'un règlement pacifique du conflit constituent un grand pas en avant. Nous espérons que les représentants des groupes des Taliban répondront positivement à l'offre de pourparlers de paix et prendront part à un processus de paix inclusif, dirigé et pris en charge par les Afghans.

Cela étant dit, nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les souffrances indicibles de la population civile, en particulier des femmes et des enfants de Ghazni ces dernières semaines. Nous appelons à un accès sans entrave à l'aide humanitaire, qui est d'une importance cruciale. À notre avis, toutes les parties concernées doivent permettre aux travailleurs humanitaires d'alléger les souffrances et de remédier au sort tragique des personnes innocentes touchées par les opérations militaires. La bonne gouvernance et la mise en place d'institutions efficaces exigent le respect des règles et des procédures qui permettent à tous les citoyens de participer au processus démocratique. La Pologne se félicite de l'engagement pris par le Gouvernement

afghan d'organiser des élections transparentes, inclusives et crédibles au Parlement et aux conseils de district. Nous constatons que le processus qui a été lancé se heurte à des difficultés, notamment le faible nombre de candidats. Les autorités doivent tout mettre en œuvre pour surmonter ces difficultés.

Une large participation des femmes, en tant que candidates et en tant qu'électrices, demeure une priorité absolue pour nous. Nous estimons qu'il s'agit d'une condition fondamentale pour renforcer la paix et la sécurité. La Pologne prie instamment le Gouvernement afghan d'accorder une attention particulière aux obstacles à la participation des femmes aux prochaines élections législatives et aux conseils de district. Les partenaires internationaux doivent agir d'urgence pour apporter concrètement leur concours aux groupes de femmes afin de garantir la pleine participation des femmes à tous les aspects du processus électoral.

La poursuite des actes violents de la part des groupes insurgés hostiles nous rappelle qu'il importe au plus haut point de sauvegarder les institutions afghanes, notamment celles qui sont chargées de la sécurité et de la défense du pays et de son peuple. La Pologne appuie et encourage le Gouvernement afghan à poursuivre ses efforts pour renforcer les capacités des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes. Ces efforts exigent de la détermination et de l'engagement, et nous continuerons de les appuyer grâce à des activités de formation et de conseil dans le cadre de la Mission Soutien résolu de l'OTAN.

Enfin, la Pologne est préoccupée par la persistance de graves violations des droits des enfants en période de conflit armé. Les enfants représentent plus de la moitié des victimes civiles recensées par la MANUA à la suite de frappes aériennes et 25 % de l'ensemble des victimes civiles au cours de la période considérée. Les attaques contre des écoles et des mosquées représentent 75 % des incidents de sécurité liés aux élections. Nous appelons toutes les parties à cesser de lancer des attaques contre les écoles et de les utiliser à des fins militaires, et à cesser de prendre les installations et le personnel médicaux pour cible.

**M. Alahmad** (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier M. Tadamichi Yamamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), et M. Ramiz Bakhtiar, représentant de la jeunesse afghane, de leurs exposés détaillés. Je voudrais

également saisir cette occasion pour réitérer l'appui de l'État du Koweït à tous les efforts sincères déployés par M. Yamamamoto et les membres du personnel de la MANUA dans des circonstances difficiles. Je remercie en outre le Secrétaire général de son rapport trimestriel (S/2018/824), qui décrit la situation en Afghanistan au cours des trois derniers mois.

Cette réunion se tient un mois seulement avant la tenue des élections législatives en Afghanistan. Par conséquent, dans mes observations, je vais me concentrer sur deux points principaux ayant trait à la question à l'examen aujourd'hui, à savoir l'évolution de la situation politique et la situation en matière de sécurité.

Premièrement, en ce qui concerne l'évolution de la situation politique, l'Afghanistan traverse actuellement une phase très importante et délicate. Durant cette phase, nous assistons à l'intensification des consultations entre les partis politiques. Par ailleurs, les organismes d'administration des élections poursuivent leurs préparatifs en vue de la tenue d'élections législatives le 20 octobre. À cet égard, nous voudrions tout d'abord saluer le rôle crucial que la MANUA et les organismes d'administration des élections ont joué dans la mise au point des listes électorales et des listes de candidats et dans l'établissement des bureaux de vote. Nous nous félicitons en outre de la signature par l'ONU et les organismes d'administration des élections, le 25 juillet, d'une version révisée du descriptif de projet relatif à l'appui électoral, dans lequel les donateurs se sont engagés à fournir une aide financière supplémentaire de 57 millions de dollars.

Le nombre total d'électeurs et d'électrices inscrits, qui est de 9 millions, atteste de la volonté des Afghans de choisir la voie de la démocratie, en dépit des menaces de sécurité qui pèsent sur leur vie. Nous saluons le courage du peuple afghan, qui confirme une fois de plus que le processus de règlement politique en Afghanistan doit être dirigé et pris en charge par les Afghans.

Alors que nous parlons de l'évolution de la situation politique, nous devons souligner l'importance de la réconciliation nationale et du processus de paix en Afghanistan. Nous suivons de près les activités politiques en cours dans les différentes provinces afghanes, y compris les alliances politiques qui ont été formées dans la perspective des élections à venir. Nous espérons que ces activités, auxquelles participent tous les partis politiques, contribueront à réduire les tensions et à faire passer les intérêts nationaux avant les intérêts partisans. La promotion des intérêts nationaux a toujours



été et reste essentielle. Il importe au plus haut point que le Gouvernement et toutes les autres parties donnent la priorité aux intérêts à long terme afin de mettre un terme au conflit afghan et d'instaurer durablement la paix et la stabilité en Afghanistan.

De même, la communauté internationale doit continuer d'encourager et d'appuyer ces objectifs afin de parvenir à un règlement politique global en Afghanistan. Nous nous félicitons de l'assistance fournie par les pays de la région et les mécanismes régionaux compétents, notamment l'Organisation de la coopération islamique, qui a organisé une réunion consacrée à l'Afghanistan la semaine dernière pour réaffirmer son appui aux efforts du Gouvernement afghan visant à instaurer la paix, la sécurité et l'harmonie entre toutes les catégories de la société afghane, notamment en invitant les Taliban à participer à un dialogue direct, pacifique et sans conditions.

Deuxièmement, en ce qui concerne les conditions de sécurité, le dernier rapport en date du Secrétaire général souligne l'instabilité persistante de la situation en Afghanistan. Au cours de la période écoulée, nous avons tous été témoins de la nette augmentation des opérations terroristes en raison de la proximité des élections législatives. C'est avec inquiétude que nous avons suivi les affrontements persistants entre les forces afghanes et les groupes armés, tels que le mouvement des Taliban et le groupe terroriste Daech, dont le dernier en date, le 10 août, était une tentative des Taliban d'envahir la ville de Ghazni. Cette tentative a fait de nombreuses victimes parmi les civils non armés, dont un grand nombre de femmes et d'enfants.

Nous sommes tout à fait conscients que l'augmentation des actes de violence et des menaces n'est rien d'autre que la manifestation des tentatives désespérées d'éléments qui ne croient pas à la démocratie ou aux droits de l'homme et qui ne souhaitent même pas voir la stabilité et la sécurité dans le pays. Ils pensent qu'à travers ces actes terroristes, qui visent aussi bien des centres éducatifs et sportifs que des lieux de réunion, ils pourront terroriser les électeurs et retarder le processus électoral d'octobre prochain. Nous espérons que les autorités afghanes redoubleront d'efforts pour protéger les services d'utilité publique et combattre ces groupes errants. En même temps, nous saluons l'engagement de nos alliés de l'OTAN à appuyer la mission non combattante et à fournir un appui financier aux forces afghanes jusqu'en 2024.

Pour terminer, l'État du Koweït renouvelle son appui à l'Afghanistan pour que le pays parvienne à une paix et à une stabilité durables grâce à un règlement diplomatique négocié. Nous sommes aux côtés de l'Afghanistan dans sa guerre contre le terrorisme et appuyons les efforts inlassables que le pays déploie pour étendre son autorité et sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire. Nous soulignons également que la lutte contre la menace du terrorisme réside dans l'engagement collectif de lutter contre ce fléau dans le cadre de la stratégie internationale de lutte contre le terrorisme.

**M. Ipo** (Côte d'Ivoire) : Ma délégation remercie M. Tadamichi Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), pour sa présentation du rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan (S/2018/824). Elle remercie également l'Ambassadeur de l'Afghanistan, et M. Ramiz Bakhtiar, représentant de la jeunesse afghane, pour la qualité de leurs interventions respectives.

À un mois des élections législatives et aux conseils de district, ma délégation salue les progrès accomplis par la Commission électorale indépendante dans la mise en œuvre du processus électoral, notamment la nomination d'un nouveau Chef des opérations électorales; la finalisation des listes électorales et le début de leur numérisation; la fin de la réception des candidatures; la prise en compte de la dimension genre, afin d'accroître la participation des femmes à ces élections; l'adoption de mesures qui permettront aux médias, à la société civile et aux partis politiques d'observer et de surveiller ces élections. La Côte d'Ivoire note, en outre, l'engagement et les efforts déployés par la Commission électorale indépendante et la MANUA pour organiser ces élections dans les délais requis. Elle se félicite, enfin, de l'assistance financière que certains pays apportent à ces structures à l'effet d'assurer la bonne exécution du calendrier électoral.

En dépit de ces quelques avancées majeures, ma délégation reste préoccupée par la situation socio-politique et sécuritaire en Afghanistan, qui pourrait compromettre la tenue des scrutins dans les conditions qui en garantiraient le bon déroulement et la crédibilité.

S'agissant de la situation socio-politique, au moment où la Commission électorale indépendante s'attelle à finaliser la numérisation des listes électorales, étape importante pour la transparence du processus électoral, son siège principal à Kaboul et les commissions locales dans huit autres provinces ont

été fermés en raison de manifestations organisées par des personnes dont les candidatures ont été rejetées. Dans ce contexte de tensions, mon pays engage vivement les autorités afghanes, les acteurs politiques et toutes les parties prenantes à rechercher ensemble les compromis nécessaires à la tenue, le 20 octobre 2018, d'élections justes, transparentes et crédibles, dans un environnement pacifique.

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire note avec regret le peu de progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'accord de paix entre le Gouvernement et le parti politique Hezb-i Islami. Elle s'inquiète des effets négatifs que ces retards pourraient ainsi avoir sur le début des négociations pour un accord de paix avec les groupes armés dans le pays.

La détérioration de la situation sécuritaire engendrée par les attaques des Taliban contre les Forces de sécurité afghanes, et celles de la branche locale de l'État Islamique d'Iraq et du Levant contre les populations civiles, pourrait compromettre la participation de nombreux afghans aux scrutins à venir. Il importe donc de renforcer le soutien de la communauté internationale aux efforts déployés par les Forces de sécurité afghanes et les pays contributeurs à la mission Soutien résolu, en vue de répondre aux menaces que représentent les groupes armés et de circonscrire le niveau de violence dans ce pays. À cet égard, ma délégation note avec satisfaction l'engagement des pays contributeurs à la mission Soutien résolu de maintenir leur présence dans le pays, si besoin est, ainsi que leurs promesses de financement en faveur des forces de sécurité afghanes, jusqu'en 2024. Elle encourage toutes les forces engagées en Afghanistan à renforcer davantage les opérations conjointes avec les Forces nationales de défense et de sécurité de ce pays dans les provinces les plus affectées par l'insécurité, où la tenue des scrutins pourrait être compromise.

Certains développements positifs récents permettent d'entretenir l'espoir de la restauration de la paix et de la stabilité en Afghanistan. Il s'agit notamment de la cessation des hostilités entre les forces armées afghanes et les Taliban durant les festivités de l'Eïd al-Fitr; les rencontres entre des dirigeants Taliban et des autorités politiques afghanes durant cette période; la réunion de 3 000 dirigeants religieux à Kaboul, afin d'appeler les Taliban à la table des négociations avec les autorités politiques afghanes; l'engagement accru de la société civile dans la recherche de la paix à travers des manifestations et des marches; et, enfin, la mutualisation d'initiatives, dans le cadre de la

coopération régionale, afin de favoriser la recherche de solutions à la crise afghane.

La Côte d'Ivoire salue en outre l'adoption de la stratégie nationale afghane de paix et de réconciliation présentée par le Haut Conseil pour la paix, ainsi que les mesures prises par le Gouvernement afghan pour la mise en œuvre du plan d'action national sur la paix, la sécurité et la promotion des droits des femmes.

Mon pays voudrait se réjouir des progrès réalisés par le Gouvernement afghan dans son combat contre la corruption et la réduction de la dépendance de son économie vis-à-vis de l'aide extérieure. Il l'encourage, en outre, à poursuivre ses efforts de lutte contre le trafic de stupéfiants, qui constitue une source de financement du terrorisme.

Ma délégation appelle, par ailleurs, à une coopération renforcée entre le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, la MANUA, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et les organisations régionales compétentes, afin de renforcer les capacités régionales en matière de paix et de développement.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire réaffirme le rôle central du Processus de Kaboul qui demeure, à ce jour, le cadre de référence par excellence pour parvenir une paix pérenne en Afghanistan.

**M. Woldegerima** (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Nous voudrions remercier le Secrétaire général de son rapport complet sur la situation en Afghanistan (S/2018/824) et les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Nous apprécions l'exposé du Représentant spécial Yamamoto, et remercions l'Ambassadeur Saikal et M. Bakhtiar de leurs observations.

Il ne fait aucun doute que l'Afghanistan est toujours confronté à des problèmes multiples et complexes en matière de sécurité, de stabilité et de développement. Son peuple continue de payer un lourd tribut à l'instabilité et à la violence, en particulier à cause de l'emploi aveugle d'engins explosifs improvisés, qui représente la principale cause de décès et de blessures parmi les civils au cours du premier semestre de cette année. Nous réaffirmons notre ferme condamnation des récents attentats terroristes perpétrés à Kaboul et dans d'autres parties du pays. Une fois de plus, nous devons saisir cette occasion pour exprimer notre sympathie et notre solidarité avec le peuple et le Gouvernement afghans pour la perte d'un grand nombre de civils.

La sécurité et la stabilité à long terme de l'Afghanistan ne peuvent être garanties que par un processus de réconciliation et un processus politique complets et sans exclusive dirigés et contrôlés par les Afghans. Nous réaffirmons notre reconnaissance au Président Ghani pour sa proposition tendant à engager des négociations directes avec les Taliban. Nous notons que cette proposition reçoit un large et solide appui de la part des Afghans et de la communauté internationale. Toutefois, elle ne changera rien tant que les Taliban n'auront pas accepté l'offre et engagé des pourparlers de paix directs sans aucune condition préalable.

Il est extrêmement important que les élections législatives et les élections aux conseils de district puissent se tenir pacifiquement et démocratiquement conformément au calendrier établi, comme l'a dit le Représentant spécial Tadamichi Yamamoto. Le déroulement pacifique de tout processus électoral est essentiel pour permettre aux citoyens d'exercer leur droit de vote librement, sans crainte ni menace d'insécurité, mais la mise en œuvre d'un processus électoral inclusif et crédible dans ce contexte demeure difficile.

Il y a certes eu des progrès dans la préparation des élections, mais il faut accélérer ces efforts et renforcer la confiance à l'égard du processus électoral par le biais de l'implication et de la participation de toutes les parties prenantes. C'est là essentiel pour garantir le bon déroulement des élections selon le calendrier prévu. Toutes les parties prenantes afghanes ont des responsabilités très importantes à cet égard. Nous espérons qu'elles feront preuve de la volonté politique et de l'engagement nécessaires pour jouer leur rôle dans l'intérêt d'une paix et d'une stabilité durables en Afghanistan.

Les défis en matière de paix et de sécurité auxquels se heurte l'Afghanistan ne sauraient être relevés efficacement sans une croissance économique et un développement soutenus et inclusifs. C'est pourquoi le Gouvernement d'unité nationale a besoin d'un appui coordonné et global de la part de la communauté internationale. Nous devons lui apporter tout le soutien nécessaire pour l'encourager et l'aider à mettre en œuvre ses réformes politiques ainsi que les priorités nationales de développement qui ont été définies dans le Cadre national pour la paix et le développement en Afghanistan. Il est essentiel que la communauté internationale reste mobilisée et honore ses nombreux engagements à cet égard. Nous espérons sincèrement que la Conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan donnera à

la communauté internationale l'occasion de renouveler ses engagements politiques envers l'Afghanistan et favorisera leur mise en œuvre.

Il est absolument fondamental à ce stade critique que l'ONU continue d'appuyer l'Afghanistan. Nous saluons l'engagement actif de la MANUA auprès du Gouvernement et du peuple afghans, en application de son mandat. Nous espérons qu'elle poursuivra et intensifiera ses efforts pour promouvoir et soutenir les initiatives en faveur des pourparlers de paix, de la réconciliation et du dialogue, et continuera d'appuyer le développement socioéconomique de l'Afghanistan.

**M. Orrenius Skau** (Suède) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, de son exposé et de l'important travail accompli par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Je remercie également M. Ramiz Bakhtiar de nous avoir fait part de ses observations fort utiles cet après-midi. Sachant que, d'après les estimations, plus de 60 % de la population afghane a moins de 25 ans, l'avenir est clairement entre les mains des jeunes. Conformément à la résolution 2419 (2018) sur les jeunes et la paix et la sécurité qui a été adoptée plus tôt cette année, les jeunes doivent être activement et véritablement associés à tous les processus décisionnels, y compris au sein du Conseil.

Un processus de paix contrôlé et dirigé par les Afghans constitue la seule solution viable au conflit en Afghanistan. À cet égard, nous nous félicitons des mesures inédites prises par le Gouvernement afghan cette année. Il est extrêmement regrettable que les Taliban n'aient pas accepté l'offre d'un cessez-le-feu bilatéral. Nous nous associons aux autres orateurs pour les exhorter à cesser toute violence et à s'engager immédiatement dans des pourparlers avec le Gouvernement. Le processus de paix doit être inclusif et associer aussi bien les femmes que les jeunes, si l'on veut garantir la pérennité de tout accord conclu.

Comme d'autres l'ont dit, les élections à venir seront décisives pour l'avenir de l'Afghanistan. La crédibilité des élections constituera un test pour le programme de réforme afghan et sera essentielle pour instaurer la stabilité à long terme et renforcer la démocratie. Le Gouvernement, l'opposition et les organes d'administration des élections ont une responsabilité partagée de créer les conditions nécessaires à cette fin. Aussi les institutions compétentes doivent-elles résoudre

sans plus tarder les problèmes non réglés en matière de préparatifs. Toute tentative visant à empêcher les organes d'administration des élections de mener à bien leur travail est inacceptable. Des mesures de sécurité adéquates doivent être prises pour prévenir les attaques visant les élections et leur préparation. Les femmes et les hommes doivent pouvoir se porter candidats en toute sécurité, faire campagne librement et, bien sûr, voter. Il faut en particulier veiller à ce que les femmes vivant dans les zones rurales et reculées puissent voter. La MANUA dispose d'un mandat clair en ce qui concerne la promotion de la participation des femmes, et nous l'encourageons à coopérer étroitement avec les acteurs concernés, y compris ONU-Femmes, dans le cadre de ces efforts.

Il est indispensable de coordonner l'appui international aux efforts de paix nationaux en Afghanistan et d'en assurer la cohérence. Toutes les parties prenantes, en particulier les pays voisins, doivent aujourd'hui honorer leur engagement en faveur d'une solution politique. Le rôle de la MANUA à l'appui de ces efforts reste important. La Conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan, qui se tiendra en novembre, sera une occasion importante de réunir les principales parties prenantes. Cette conférence devra s'attacher à évaluer le programme de réforme mutuellement convenu entre l'Afghanistan et la communauté internationale, notamment en ce qui concerne la conduite des élections législatives, la lutte contre la corruption et la mise en œuvre du plan d'action national pour l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil.

La situation humanitaire en Afghanistan s'aggrave. En raison du conflit et de la sécheresse, près de 4,2 millions de personnes ont à présent besoin d'une aide humanitaire et le nombre de personnes déplacées a augmenté. Il est indispensable de garantir un accès sûr et sans entrave. Il est également essentiel de coordonner étroitement les efforts humanitaires et ceux de développement, notamment pour ce qui est de l'atténuation des changements climatiques.

Les attaques odieuses qui continuent d'être perpétrées à Kaboul et ailleurs dans le pays, notamment les attaques ciblées contre les écoles de filles, les minorités religieuses et les journalistes, doivent être condamnées dans les termes les plus énergiques. Toutes les attaques contre les civils, y compris contre les travailleurs humanitaires et du développement, sont inacceptables. Toutes les parties doivent respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit

international humanitaire. Dans ce contexte, il est important que la MANUA continue de recenser les victimes civiles.

Étant donné les attaques qui se poursuivent contre les civils et l'aggravation de la situation humanitaire, les défis en Afghanistan peuvent parfois sembler insurmontables. Toutefois, le nouvel élan imprimé au processus de paix ainsi que les élections à venir offrent la possibilité de modifier la trajectoire. Il nous faut saisir ensemble cette occasion. En tant qu'ami et partenaire de longue date du peuple afghan, la Suède continuera d'apporter sa pierre à l'édifice.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant des États-Unis.

Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, de son exposé, et sommes particulièrement reconnaissants au représentant de la jeunesse afghane, M. Ramiz Bakhtiar, de nous avoir présenté le point de vue fondamental des jeunes et de la société civile sur la situation en Afghanistan, notamment en ce qui concerne les élections à venir.

La semaine dernière, un homme portant un gilet bourré d'explosifs s'est glissé dans une foule qui manifestait contre un commandant corrompu de la police locale dans l'est de l'Afghanistan. L'homme s'est fait sauter, tuant environ 70 personnes. Des centaines d'autres ont été blessées. Plus tôt, le même jour, un garçon de 14 ans a été tué et quatre autres blessés lorsque deux bombes ont explosé devant une école de Jalalabad.

Voilà la situation dangereuse et difficile à laquelle sont confrontés la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et le peuple afghan à l'approche des élections législatives en octobre. Les groupes extrémistes violents cherchent à semer la peur et la méfiance au sein de la population afghane. Il ne fait aucun doute que leurs attaques vont s'intensifier. Il semblerait qu'ils veuillent revenir au jeu à somme nulle de la violence tribale qui a caractérisé la guerre civile des années 90 et ouvert la voie au règne tyrannique des Taliban.

Les États-Unis appellent de leurs vœux et appuient pleinement la tenue d'élections parlementaires crédibles et transparentes en Afghanistan selon le calendrier fixé, le 20 octobre, ainsi que l'élection prévue pour avril 2019 à l'occasion de laquelle les Afghans choisiront leur président. Mais la tenue d'élections



crédibles selon le calendrier fixé ne sera pas chose facile. L'édification d'une démocratie suppose nécessairement l'instauration de la confiance au sein de la population quant à l'intégrité du système, ainsi que la conviction que les élus sont capables et désireux d'améliorer les conditions de vie de la population. Première étape de ce processus, il faut que l'inscription des électeurs soit aussi exacte et transparente que possible, en veillant à ce que les femmes aient la possibilité de participer et de se faire entendre. Plus fondamentalement, il faut garantir la sécurité de ceux qui vont faire campagne, s'inscrire sur les listes électorales et voter aux élections.

Aujourd'hui, les préparatifs des élections législatives et présidentielle en Afghanistan en sont à un stade critique. La MANUA joue un rôle essentiel pour appuyer les commissions électorales afghanes qui se préparent pour le vote. Nous tenons en particulier à saluer et à remercier le Représentant spécial Yamamoto et son équipe de tout le travail qu'ils accomplissent dans des conditions très difficiles. Dans le cadre de cette préparation d'élections crédibles selon le calendrier fixé, les États-Unis se félicitent des efforts déployés par le Gouvernement afghan pour promouvoir un processus de paix avec les Taliban. Le peuple afghan réclame la paix. Le Président Ghani a répondu à leur appel. La balle est maintenant dans le camp des Taliban. Ils doivent s'asseoir à la table des négociations et s'engager dans des pourparlers de paix sans conditions préalables.

Les Taliban doivent choisir – ou devenir hors jeu dans l'ancien Afghanistan ou prospérer dans le nouvel Afghanistan. Ce ne sont pas seulement les Taliban, mais nous tous, qui sommes à un tournant dans le conflit afghan. Un avenir prospère et sûr pour l'Afghanistan ne peut être créé que par et à travers la volonté de son peuple. C'est à cet objectif que le Conseil de sécurité, les donateurs internationaux et la communauté internationale doivent s'attacher plus largement dans les semaines et les mois cruciaux à venir.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant de la Turquie.

**M. Sinirlioğlu** (Turquie) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier M. Tadamichi Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général, de son exposé, et l'Ambassadeur Mahmoud Saikal, Représentant permanent de l'Afghanistan, de sa déclaration. Nous remercions également le Secrétaire général de son rapport (S/2018/824).

Nous sommes réunis aujourd'hui à une étape critique pour l'Afghanistan. Alors que nous arrivons bientôt à mi-parcours de la Décennie de la transformation, des progrès importants ont été réalisés dans le pays sur plusieurs fronts, notamment dans les domaines politique, économique et sécuritaire. Mais des problèmes complexes restent à relever aux fins d'instaurer et de consolider la paix, la sécurité et la prospérité en Afghanistan. Nous attendons avec intérêt la tenue de la Conférence ministérielle sur l'Afghanistan qui doit avoir lieu d'ici la fin de l'année à Genève. Ce sera une occasion importante pour la communauté internationale de réaffirmer sa volonté d'aider Afghanistan dans ses efforts pour s'assurer un avenir meilleur. Je vais à cet égard axer mon intervention cet après-midi sur trois questions clefs.

Premièrement, les proches élections dans le pays. Nous sommes à un mois environ de la tenue des élections parlementaires en Afghanistan, prévues pour le 20 octobre. La bonne tenue de ces élections est importante pour tous nos efforts visant à aider l'Afghanistan à parvenir à la stabilité, la sécurité et la prospérité. Toutefois, les critiques graves et fréquentes du processus électoral sont en train de devenir source de préoccupation, étant donné que cela pourrait créer des conditions susceptibles de priver un grand nombre d'électeurs de leur droit de vote. La situation sécuritaire qui va en se détériorant pourrait aussi donner des résultats similaires. Nous continuons d'espérer que des mesures rapides et efficaces seront prises pour y remédier.

L'environnement politique fragmenté en Afghanistan continue d'être un autre sujet de préoccupation. Nous demandons à tous les membres du Gouvernement d'unité nationale, ainsi qu'aux autres acteurs politiques de premier plan, d'oeuvrer de concert et d'unir leurs efforts en vue d'organiser des élections crédibles et de faire avancer le processus de paix.

Ceci m'amène à mon deuxième point, à savoir les efforts visant à instaurer une paix durable et assurer la réconciliation. Un processus de paix et de réconciliation piloté et pris en main par les Afghans reste essentiel pour instaurer une paix durable dans le pays. Nous saluons les mesures encourageantes qui ont été prises récemment par le Gouvernement afghan à cet effet. À cet égard, nous sommes heureux que le cessez-le-feu temporaire ait été respecté pendant l'Eid al-Fitr. Ce fait sans précédent a montré de façon saisissante l'aspiration sincère des Afghans à la paix. Il est regrettable qu'un

cessez-le-feu similaire n'ait pu être instauré durant l'Eïd al-Adha. Je voudrais réaffirmer que la Turquie reste disposée à contribuer aux efforts de paix et de réconciliation pilotés et pris en main par les Afghans. La sécurité, la stabilité et la prospérité de l'Afghanistan sont d'une importance capitale pour les pays voisins et pour la région, ainsi que pour le maintien de la paix et de la sécurité mondiales.

Mon troisième et dernier point porte sur la nécessité de renforcer les efforts de coopération régionale. La nécessité de relever les défis auxquels l'Afghanistan continue de faire face reste, selon nous, une priorité importante pour les pays de la région et pour la communauté internationale tout entière. Créer et consolider un véritable climat de confiance et de coopération reste essentiel pour renforcer les efforts régionaux de collaboration de façon mutuellement avantageuse. Nous persistons à voir l'Afghanistan comme un pays pacifique, à l'abri de tout danger et stable, qui entretient de bonnes relations de coopération avec ses voisins, tout en étant au cœur de grands projets régionaux de coopération dans les domaines de l'infrastructure, du commerce et des transports.

C'est en se représentant ainsi la situation que la Turquie continue de contribuer aux efforts régionaux de coopération pour l'Afghanistan. Nous sommes heureux de coprésider cette année avec l'Afghanistan le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie », dans le cadre de notre appui constant. La deuxième réunion des fonctionnaires de haut rang du Processus se tiendra ici à New York, le 28 septembre, en marge de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale. L'examen de la mise en oeuvre des mesures de confiance dans le cadre du Processus sera l'un des points à l'ordre du jour. Nous escomptons que cette réunion donnera lieu à un débat fructueux.

Avant de terminer, je voudrais saisir cette occasion pour saluer le travail que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan est en train d'effectuer sous la direction du Représentant spécial, M. Yamamoto, pour aider le Gouvernement et le peuple afghans dans leurs efforts visant à construire un Afghanistan stable, pacifique et prospère. Je voudrais aussi réitérer que la Turquie est déterminée à continuer de se tenir aux côtés du Gouvernement afghan et de nos frères et soeurs afghans aussi longtemps qu'ils auront besoin de notre aide.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Pakistan.

**M<sup>me</sup> Lodhi** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yamamoto, de son exposé

La situation en Afghanistan continue d'être une source de préoccupation pour l'ensemble de la communauté internationale. Une longue guerre s'y poursuit, exacerbée par le terrorisme, les tensions ethniques et régionales et une économie fragile. Les Afghans continuent de souffrir énormément, avec une autre période atteignant un bilan record en matière de victimes civiles, attestée par le rapport du Secrétaire général (S/2018/824). Comme Human Rights Watch l'a dit, « les civils sont en train de perdre la guerre en Afghanistan ». La récente flambée de violence a aggravé les souffrances prolongées des Afghans. Nous condamnons avec force toutes les attaques terroristes en Afghanistan. Rien ne saurait justifier le meurtre aveugle d'enfants, de femmes et d'hommes innocents.

Mis à part l'Afghanistan lui-même, aucun pays n'a autant que le Pakistan souffert de plus de quatre décennies de guerre, de troubles et d'interventions étrangères en Afghanistan, et aucun pays n'a plus à gagner de la paix en Afghanistan que mon pays, le Pakistan. Imran Khan, le Premier Ministre du Pakistan récemment élu, a déclaré que la paix en Afghanistan ne peut être rétablie que par un règlement politique négocié entre les principales parties. Dans son premier discours à la nation après les élections, il a réaffirmé l'appui du Pakistan à la paix, à la stabilité et à la prospérité en Afghanistan.

L'Afghanistan a également été le premier pays où le Ministre des affaires étrangères, M. Hussain Shah Mahmood Qureshi, s'est rendu le week-end dernier, ce qui indique clairement l'importance que notre nouveau Gouvernement attache à ses relations avec l'Afghanistan et sa détermination à promouvoir la paix et la stabilité dans ce pays. Son message à Kaboul a été que le Pakistan reste disposé à jouer un rôle constructif s'agissant de faciliter la paix et la réconciliation en Afghanistan.

Certains signes sont là pour montrer qu'une fin négociée de la guerre prolongée en Afghanistan peut être possible. Les espoirs de paix ont été ravivés en juin dernier, lorsque le Président Ashraf Ghani a annoncé un cessez-le-feu pendant la fête religieuse de l'Eïd al-Fitr, et que les Taliban afghans ont fait de même. Pendant quelques jours, le cessez-le-feu a été globalement observé dans l'ensemble du pays par le Gouvernement et par le Tehrik-e-Taliban Afghanistan. Sans parler du désir général de paix, le cessez-le-feu a confirmé

que la paix était possible si les principales parties en Afghanistan le voulaient.

Le Pakistan se félicite que le gouvernement Trump ait reconnu qu'un règlement politique négocié est le meilleur moyen pour mettre fin à cette très longue guerre. Cela fait plus d'une décennie que le Pakistan plaide en faveur de cette ligne d'action. L'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale ont toujours affirmé qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit et qu'il faut y mettre fin par un règlement politique négocié.

Mais convenir de lancer un processus de négociation n'est ni simple ni facile. Plusieurs tentatives ont avorté par le passé en raison d'actions unilatérales. La confiance ne règne guère entre les principaux antagonistes. Des conditions préalables ont été posées par certaines des principales parties pour entamer et poursuivre un processus de dialogue. C'est aux parties directement impliquées dans le conflit Afghan qu'il incombe principalement de saisir cette occasion. Tant qu'elles ne feront pas preuve de souplesse, des négociations sérieuses en vue d'un règlement politique pourraient être encore différées. Pour créer un environnement propice à des pourparlers de paix, toutes les parties doivent accepter de réduire, voire de mettre fin, à la violence. Pour sa part, le Pakistan encouragera, appuiera et facilitera activement tous les efforts visant à lancer un processus de paix crédible et sérieux.

Une paix négociée et la réconciliation nationale sont encore plus essentielles pour permettre au peuple afghan et à la communauté internationale d'affronter et d'éliminer la présence croissante de Daech en Afghanistan. Daech et un certain nombre de groupes terroristes qui opèrent sous sa protection, notamment Tehrik-e-Taliban et Jamaat-ul-Ahrar, posent une menace à l'Afghanistan, à ses voisins et en fait au reste du monde. Nous convenons avec la délégation russe qu'une mobilisation internationale est nécessaire pour vaincre Daech en Afghanistan.

La coopération entre le Pakistan et l'Afghanistan est une composante vitale des efforts visant à instaurer la paix et la sécurité en Afghanistan et dans l'ensemble de la région. Le renforcement des relations bilatérales est une priorité pour le nouveau Gouvernement de mon pays. Le Plan d'action Afghanistan-Pakistan pour la paix et la solidarité offre un cadre pour une coopération globale et structurée entre nos deux pays. La session inaugurale de cet organe s'est tenue à Kaboul en juillet, et l'entrée en activité de ses cinq groupes de travail

nous permettra de régler toutes les questions bilatérales, notamment l'élargissement de l'interaction économique, la gestion de la frontière et le rapatriement des réfugiés.

Nous avons mis en place plusieurs initiatives pour appuyer le développement économique de l'Afghanistan. À la demande de Kaboul, le Pakistan a renoncé à percevoir les taxes réglementaires sur les importations en provenance d'Afghanistan. En conséquence, une hausse substantielle des exportations de l'Afghanistan vers le Pakistan a été enregistrée en 2018.

Nous sommes également disposés à fournir tout l'appui possible à Kaboul pour surmonter le problème croissant que posent la production et le commerce illicites de drogue. La communauté internationale doit également faire plus pour aider l'Afghanistan à mettre au point une stratégie globale en vue de régler ce problème.

Enfin, je tiens à souligner que les liens de sang et de croyances, ainsi que les liens linguistiques, géographiques et historiques qui unissent les peuples pakistanais et afghan sont immuables et d'une résistance à toute épreuve. Nos destins sont et resteront entremêlés. La coopération entre le Pakistan et l'Afghanistan est dans l'intérêt mutuel et vital des deux pays. Nous sommes déterminés à coopérer avec le Gouvernement afghan afin d'améliorer nos relations bilatérales et de promouvoir la paix et la stabilité – dans nos deux pays et dans toute la région.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

**M. Arbeiter** (Canada) (*parle en anglais*) : J'aimerais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, pour son compte-rendu riche d'informations sur la situation en Afghanistan. Mes sincères remerciements vont également à M. Ramiz Bakhtiar pour son exposé. Je le suis maintenant sur Twitter, et je sais donc que cette journée était à la fois excitante et éprouvante pour lui, mais je tiens à lui dire que j'espère que nous nous montrerons à la hauteur de ses attentes et, par extension, des aspirations de tous les jeunes Afghans.

Mes remarques porteront aujourd'hui sur trois points : la situation des jeunes, la conférence ministérielle de Genève et les prochaines élections parlementaires.

En ce qui concerne la jeunesse, le Canada félicite le Conseil de sécurité d'avoir axé ce débat trimestriel sur ce sujet crucial. Comme nombre d'autres orateurs l'ont souligné, dans un pays où plus de 60% de la

population a moins de 25 ans, prendre en compte les opinions des jeunes et les impliquer dans l'identification des solutions est plus important que jamais. Si le Canada est élu membre du Conseil de sécurité pour la période 2021-2022, on pourra compter sur nous pour appuyer des efforts continus et élargis visant à inclure régulièrement la voix de jeunes dans ces débats. En Afghanistan, il est clair que l'accès équitable aux services sociaux, y compris l'éducation, reste un élément essentiel du soutien aux jeunes. Ceci est particulièrement important pour les filles et les jeunes issus des minorités ethniques et religieuses.

Les progrès réalisés depuis 2001 en termes de scolarisation des enfants sont tout à fait remarquables. Néanmoins, environ 4 millions d'enfants, pour la plupart des filles, restent en dehors de l'école aujourd'hui. Leur énorme potentiel inexploité a incité le Ministère de l'éducation afghan à collaborer avec le Canada et d'autres donateurs pour élaborer une politique d'éducation communautaire qui élargit l'accès à l'éducation dans les zones rurales et éloignées. En préparation de cette politique, le Canada est fier d'avoir aidé à ouvrir plus de 9 200 écoles communautaires servant 273 000 élèves, dont plus de 80 % sont des filles.

*(l'orateur poursuit en français)*

Le Canada a hâte de participer à la prochaine conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan en novembre. Nous écouterons attentivement l'évaluation par le Gouvernement afghan de ses progrès, l'identification des progrès réalisés et l'approche qu'il envisage pour surmonter les obstacles qui subsistent. Nous espérons en apprendre davantage sur la manière dont il entend continuer à accroître la participation des femmes aux affaires publiques et à réduire la violence fondée sur le sexe. Nous espérons en apprendre davantage sur la mise en œuvre de ses politiques pour renforcer la transparence budgétaire et accroître la responsabilité du Gouvernement, en particulier dans le secteur de la sécurité. Et nous attendons avec impatience une mise à jour de ses efforts pour accroître la capacité du Gouvernement à fournir des services et à assurer une bonne gouvernance. Tous ces secteurs sont clés pour réussir la Décennie de la transformation.

Les prochaines élections législatives constitueront aussi une étape importante. J'ai personnellement eu le privilège d'être en Afghanistan avant l'élection présidentielle historique de 2004 et d'aider à organiser une formation pour les employés du nouveau Parlement afghan en 2006. J'ai rencontré de nombreux bénévoles,

fonctionnaires et politiciens incroyables de partout en Afghanistan. Comme je le suis maintenant, j'ai été frappé à l'époque par la profondeur de leur engagement envers leur pays et par la diversité remarquable de leurs réflexions et de leur expérience.

*(l'orateur reprend en anglais)*

Le Canada reste déterminé à soutenir l'Afghanistan, qui cherche à tirer parti de cette diversité, notamment en favorisant la pleine participation des femmes et des communautés marginalisées aux prochaines élections. Comme c'est le cas partout, la participation pleine et égale des femmes aux processus de prise de décisions renforce à la fois le processus et la décision, conduisant ainsi à des résultats meilleurs et plus durables. À cet égard, je félicite la Commission électorale indépendante pour sa politique en matière d'égalité des sexes et pour ses efforts concrets visant à renforcer la participation politique des femmes. Je tiens également à souligner les efforts considérables déployés par les acteurs de la société civile, notamment la Fondation pour la transparence des élections et le Centre d'éducation des femmes afghanes, qui promeuvent les droits des femmes et des filles et ceux des minorités ethniques et religieuses.

Nous nous félicitons également du travail accompli par l'ONU et d'autres partenaires pour distribuer des bulletins de vote dans les zones rurales avant les élections. Nous encourageons les autorités nationales afghanes à continuer de lutter activement contre les irrégularités et à promouvoir et protéger le droit des membres des communautés rurales, en particulier des femmes candidates et électrices, à participer aux affaires publiques et à la vie politique. Leur inclusion est essentielle à l'intégrité des élections.

Alors que l'Afghanistan se trouve presque à la moitié de sa décennie de transformation, le Secrétaire général a raison de souligner l'urgente nécessité pour les dirigeants politiques de faire preuve d'unité de dessein dans l'orientation de l'Afghanistan vers une plus grande stabilité et une plus grande autonomie. Nous comptons sur le Gouvernement afghan pour montrer la voie, et nous ne doutons pas qu'il en est de même pour les jeunes Afghans. Le Canada continuera à travailler avec le Gouvernement afghan, l'ONU, ses partenaires internationaux et la société civile dans ces efforts - parce que nous savons que tous ensemble, nous pouvons aider des jeunes comme M. Bakhtiar à construire un Afghanistan plus paisible, inclusif et résilient, qu'il incarne avec tant de force pour nous tous.



**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

**M. Akbaruddin** (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence américaine d'avoir convoqué le présent débat sur la situation en Afghanistan. Je remercie également l'Ambassadeur Mahmoud Saikal, Représentant permanent de l'Afghanistan, de sa communication pénétrante; le jeune Ramiz Bakhtiar, premier envoyé de la jeunesse afghane, de son appel passionné au Conseil de sécurité afin que celui-ci appuie les aspirations des jeunes Afghans; et le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yamamoto, de son exposé.

Le récent rapport du Secrétaire général (S/2018/824) et les déclarations prononcées aujourd'hui décrivent la détérioration des conditions de sécurité du fait de l'insurrection croissante, qui est liée aux réseaux criminels et terroristes. Les problèmes que pose la détérioration de la situation ne signifient pas que nous devons accepter le taux de mortalité comme inévitable. Au contraire, ces problèmes doivent nous pousser à redoubler de détermination collective pour aider le Gouvernement et le peuple afghans, ainsi que les courageuses Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, à lutter contre l'inhumanité de ceux qui s'unissent pour infliger des coups sans merci aux citoyens afghans ordinaires.

Le Conseil de sécurité est confronté à de multiples situations de conflit. Nombre d'entre elles font l'objet de plusieurs séances chaque trimestre. La situation en Afghanistan, à tous égards, mérite que l'approche routinière suivie jusqu'à présent soit réexaminée. La manière dont le Conseil aborde cette question, dans le cadre de débats trimestriels et en adoptant une résolution annuelle, a pu suffire aux besoins par le passé. La situation actuelle exige de consacrer davantage d'attention à déterminer si cette approche est adaptée à la menace que le conflit en Afghanistan constitue pour la paix et la sécurité régionales.

Au cours des derniers mois, nous avons suivi avec espoir et anticipation les nombreuses initiatives de paix et les ouvertures du Gouvernement et du peuple afghans en vue d'instaurer la paix dans leur pays déchiré par la guerre. Malheureusement, les Taliban ont rejeté les récents appels à un cessez-le-feu lancés par le Gouvernement afghan et la société civile, notamment divers chefs religieux. De fait, ils ont de plus en plus tendance à traiter ces ouvertures avec dédain, et ils ont

intensifié leurs opérations offensives alors que le pays se prépare à tenir des élections parlementaires.

Nous savons et croyons tous qu'il n'existe pas de solution militaire à ce problème. Pourtant, les Taliban, avec l'aide de leurs disciples, continuent de mener des opérations militaires et de commettre des actes de violence et de destruction dans plusieurs régions de l'Afghanistan, à l'instar de l'attentat récent à Ghazni. Ces offensives sont planifiées et lancées par ceux qui sont abrités dans des sanctuaires voisins de l'Afghanistan. Ces sanctuaires sont des havres de sécurité depuis des années pour les sombres desseins de réseaux terroristes qui ont fusionné sur les plans idéologique et opérationnel, notamment les Taliban, le Réseau Haqqani, Daech, Al-Qaida et les groupes proscrits qui lui sont affiliés, tels Lashkar-e-Tayyiba et Jaish e Mohammed. Les activités de ces organisations sont financées non seulement par l'extorsion et les impôts et taxes prélevés de force, mais aussi via les réseaux criminels qui gèrent les cartels de la drogue et volent les ressources naturelles de l'Afghanistan. Selon certaines estimations, 60% des revenus des Taliban sont issus du commerce de la drogue. La culture du pavot est apparemment la principale source de revenus dans les zones contrôlées par les Taliban.

La résolution 2405 (2018), adoptée en début d'année, met l'accent sur les liens entre l'extrémisme, le terrorisme, la production de drogue et l'exploitation illégale des ressources naturelles de l'Afghanistan. Cependant, elle ne permet pas d'affaiblir, comme on l'espérait, le commerce de la drogue qui profite aux Taliban. Le rapport actuel du Secrétaire général n'aborde pas non plus cette question clef de manière adéquate.

N'oublions pas que des modèles sont disponibles pour contrer le commerce illicite que mènent les réseaux terroristes. Par exemple, il est estimé que lorsqu'elles ont été ciblées, les recettes pétrolières de l'État islamique ont chuté de près de 90% en trois ans, passant d'un montant mensuel de 50 millions de dollars à 4 millions de dollars à peine. Par contraste, l'opium produit dans les zones contrôlées par les Taliban représenterait 85% de la production mondiale illicite, avec une valeur estimée entre 1,5 milliard et 3 milliards de dollars. Nous estimons qu'il est temps que le Conseil tente de reproduire le succès de la communauté internationale contre le commerce illicite de l'État islamique en Syrie et en Iraq en affaiblissant également le commerce de drogue illicite des Taliban. Nous espérons que ce sujet

important sera abordé par le Secrétaire général dans son prochain rapport, et ensuite par le Conseil.

L'Inde est disposée à travailler avec tous les pays de la région et au-delà, tout en gardant les priorités afghanes en ligne de mire, afin de trouver une solution durable à cette situation. Les Afghans doivent diriger ces efforts, non seulement entre gouvernements, mais également avec la société civile et les entreprises en tant que parties prenantes. L'Inde est prête à appuyer l'Afghanistan par tous les moyens possibles. Notre préoccupation reste le pilier économique, qui est synonyme de stabilité et d'une connectivité fiable pour le peuple afghan. Nous sommes fermement convaincus que le manque de connectivité a un impact direct sur la situation économique, sécuritaire et politique en Afghanistan, et nous voulons régler cette question cruciale dans l'intérêt du peuple afghan.

Il est temps que le Conseil de sécurité quant à lui abandonne son approche routinière pour mettre en place une démarche originale afin de contrer la spirale de violence qui touche la vie des Afghans ordinaires.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. João Pedro Vale de Almeida, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'ONU.

**M. Vale de Almeida** (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne (UE) et de ses 28 États membres. La Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; ainsi que l'Ukraine et la République de Moldova, s'associent à cette déclaration.

Je remercie le Secrétaire général de son rapport détaillé (S/2018/824), et je remercie le Représentant spécial, M. Yamamoto, et le représentant de la jeunesse afghane, M. Bakhtiar, de leurs exposés. Je remercie également notre ami l'Ambassadeur Saikal de sa déclaration.

Le contexte politique et sécuritaire a considérablement évolué depuis l'offre de paix sans précédent faite par le Président Ghani à la réunion du Processus de Kaboul qui s'est tenue en février. L'Union européenne a accueilli avec une grande satisfaction l'initiative de Kaboul, qui multiplie les chances d'organiser des pourparlers dirigés par le Gouvernement afghan pour instaurer un véritable processus de paix. Le cessez-le-feu offert par le Président Ghani à la

mi-juin a donné un nouvel élan à la paix et a montré à tous les Afghans et au monde entier que la paix était envisageable. Les mouvements communautaires pour la paix sont une autre manifestation de l'aspiration des Afghans à la paix et à la stabilité.

Malheureusement, nous avons observé une augmentation de la violence au cours des dernières semaines, notamment l'attentat commis par les Taliban à Ghazni. Cette situation aggrave la souffrance de la population afghane. Les Taliban ont également essuyé des pertes importantes dans plusieurs provinces, ce qui illustre le coût considérable d'une stratégie visant à prendre l'ascendant sur le champ de bataille plutôt que de participer à des pourparlers de paix. Les groupes irresponsables qui tentent de saper la paix restent également actifs, en particulier l'État islamique.

L'Union européenne continue d'appuyer et de promouvoir la paix. Nous continuerons d'œuvrer à élargir le consensus politique pour la paix en coopérant étroitement avec l'ONU, dont l'aide et le rôle facilitateur restent essentiels. L'Union européenne réaffirme sa volonté d'accompagner activement ce processus, tout en soulignant plus particulièrement la dimension régionale de tout processus de paix réussi. Un Afghanistan stable et prospère est dans l'intérêt de tous ses voisins. L'UE examinera toutes les incitations possibles et toutes les contraintes pour contribuer à faire avancer ce processus.

Nous attendons avec intérêt la conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan. Dans l'esprit de la Conférence de Bruxelles de 2016, nous espérons que Genève marquera un nouveau moment clef dans l'appui au programme de réforme du Gouvernement afghan et permettra de transmettre un message fort en faveur de la paix. Le Gouvernement afghan doit avancer de manière tangible dans la mise en œuvre des réformes qu'il a annoncées durant la Conférence de Bruxelles. Nous attendons également l'adoption du cadre de responsabilité mutuelle de Genève, qui devrait définir des indicateurs concrets et mesurables pour les réformes futures. Toutes ces réformes sont consubstantielles aux efforts de paix.

La paix, l'autonomie et la coopération et la connectivité régionales devront être nos principes directeurs à Genève. Nous estimons en particulier qu'il importe d'adopter des mesures durables de lutte contre la corruption, problème concernant lequel nous comptons sur l'adoption d'indicateurs concrets, mesurables et actualisés. Dans le même esprit, nous mettrons l'accent sur des mesures d'application crédibles dans

le domaine des droits de l'homme afin de renforcer la législation applicable.

En juillet, l'UE a versé la deuxième partie du financement du Contrat d'édification de l'État afghan – dont le montant s'élève à 98 millions d'euros. Nous espérons que cela contribuera à maintenir la croissance économique et la création d'emplois, dans l'intérêt du peuple afghan.

Le 20 octobre, l'Afghanistan organisera des élections parlementaires. C'est un événement important, attendu depuis longtemps par le peuple afghan. Ces élections doivent se dérouler de manière démocratique, transparente et crédible. Elles constitueront également un test dans l'optique de l'élection présidentielle prévue en 2019. Nous encourageons les autorités afghanes à continuer d'améliorer le système de gouvernance électorale. Il reste beaucoup à faire aux niveaux technique et politique. S'agissant de l'aspect politique, l'UE appelle tous les partis et représentants politiques à respecter le processus électoral et ses institutions.

L'UE et ses États membres continueront de travailler de concert à l'appui du processus électoral afghan. Nous nous sommes engagés à fournir 15,5 millions d'euros pour apporter notre concours aux élections législatives sous la coordination de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). L'Union européenne déploiera également une mission d'experts électoraux pour les élections législatives.

Nous saluons la volonté du Gouvernement afghan de prendre position sur toutes les questions relatives à la jeunesse, notamment à la lumière de la mise en œuvre de la résolution 2419 (2018) sur la jeunesse, la paix et la sécurité. Compte tenu des besoins de ce groupe d'âge qui est le plus nombreux de la population afghane, le point de vue des jeunes mérite notre plus grande attention, notamment en ce qui concerne la participation politique.

L'Union européenne poursuit son dialogue structuré avec l'Afghanistan dans le cadre de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement. Nous suivons les résultats de la réunion du groupe de travail spécial Union européenne-Afghanistan sur les droits de l'homme, la bonne gouvernance et les migrations, qui s'est tenue le 5 mai à Kaboul. Nous encourageons les autorités afghanes à continuer de mettre en œuvre la législation pertinente, en portant une attention particulière à des domaines tels que l'élimination de la violence contre les femmes, l'utilisation du Plan national d'action pour l'application

de la résolution 1325 (2000), la protection des enfants et la prévention de la torture et des mauvais traitements.

L'Union européenne demeure profondément inquiète du nombre élevé de victimes civiles et du nombre croissant de déplacés. Elle appelle toutes les parties à protéger la population civile, en particulier les femmes et les enfants. À cet égard, nous appuyons les efforts déployés par la mission Soutien résolu de l'OTAN pour fournir une formation, des conseils et une assistance supplémentaires aux forces et institutions de sécurité afghanes. Nous devons continuer de préserver le rôle vital des organismes humanitaires et de respecter leur impartialité et leur espace humanitaire s'agissant de répondre aux besoins les plus urgents des plus vulnérables.

Pour terminer, c'est un moment très important pour l'Afghanistan. La dynamique positive en faveur de la paix suscitée en juin dernier ne doit pas être perdue. Le cessez-le-feu conditionnel de trois mois proposé par le Président Ghani en août est toujours valide. Nous encourageons toutes les parties au conflit, à commencer par les Taliban, à y répondre positivement.

Enfin, l'Union européenne est tout à fait consciente du rôle crucial joué par la MANUA et par tous les organismes des Nations Unies s'agissant d'appuyer le peuple afghan. L'Union européenne reste déterminée à œuvrer aux côtés de la MANUA et de ses partenaires internationaux pour faire de l'Afghanistan un pays démocratique et autosuffisant.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique.

**M. Pecsteen de Buytswerve** (Belgique) : La Belgique s'associe, bien évidemment, pleinement à la déclaration l'Union européenne, qui vient d'être faite.

Je voudrais juste ajouter quelques réflexions, brièvement, sur trois points : le processus de paix, les élections et le rôle de la jeunesse afghane. Mais qu'il me soit tout d'abord permis de remercier le Représentant spécial Yamamoto non seulement pour son exposé, mais aussi pour ses efforts inlassables pour la paix en Afghanistan.

Je voudrais également exprimer nos plus sincères condoléances au peuple afghan et à son gouvernement pour les attaques terroristes récentes qui ont frappé ce pays, et je condamne tout particulièrement la vague d'attaques horribles contre les écoles et les enfants. Il

ne peut être question d'impunité pour les auteurs de ces crimes.

Tout d'abord, en ce qui concerne le processus de paix, le Processus de Kaboul, soutenu par la Conférence de Tachkent, doit constituer la base d'un processus de paix global et inclusif, dirigé et contrôlé par les Afghans. Il est primordial que la communauté internationale et les pays de la région donnent un soutien concerté aux efforts du Gouvernement. Dans ce cadre, nous saluons aussi le progrès récent en ce qui concerne le Plan d'action Afghanistan-Pakistan pour la paix et la solidarité, tout comme le soutien exprimé par le Premier Ministre pakistanais Khan après son élection récente.

Malgré les récentes et courageuses initiatives prises en faveur de la paix par le Président Ghani et son gouvernement d'unité nationale, la violence se poursuit. Depuis 2009, il n'y a jamais eu autant de victimes civiles. Nous déplorons que les dirigeants Taliban n'aient pas répondu positivement aux signaux du Gouvernement et nous les appelons à participer aux négociations de paix. Nous sommes en outre fortement préoccupés par le manque d'accès humanitaire.

En ce qui concerne les élections, la Belgique salue les efforts considérables du Gouvernement pour l'organisation d'élections libres, crédibles et inclusives, le 20 octobre prochain. Nous voulons aussi saluer le courage de la population de s'inscrire à ces élections malgré les grands défis sécuritaires. Nous accueillons les efforts significatifs des autorités électorales en faveur de la transparence du processus et appelons à une coopération étroite et constructive entre le Gouvernement, les partis d'opposition et la Commission électorale indépendante. Les leaders politiques ont la responsabilité de contribuer à la confiance dans le processus. La Belgique appelle les Taliban à ne pas saboter ce processus électoral par la violence ou d'autres formes d'intimidation. En ce qui concerne l'inclusivité du processus, nous notons que les femmes constituent environ 15% des candidats pour la chambre basse du Parlement, et 34% des 9,5 millions d'électeurs inscrits. Nous saluons l'approbation de la politique genre de la Commission électorale indépendante et espérons que ceci mènera à une participation accrue des femmes au processus.

Enfin, concernant le rôle de la jeunesse afghane, l'insécurité, la pauvreté et le chômage continuent d'avoir de lourdes conséquences sur la jeunesse afghane. Les conditions de sécheresse ont affecté les moyens de subsistance et entraîné des déplacements de population

supplémentaires. L'impatience du peuple afghan, et en particulier de sa jeunesse, pour une paix durable, est de plus en plus claire. Les initiatives récentes de la société civile démontrent cette volonté et l'esprit constructif des jeunes Afghans, qui appellent toujours plus fort à une paix durable et sont prêts à assumer leur responsabilité pendant les élections. Je déplore à nouveau les attaques récentes contre les écoles qui empiètent sur le droit fondamental des jeunes à l'éducation et démontrent l'importance de la mise en œuvre rapide et complète de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles. La Belgique salue la criminalisation des infractions liées aux enfants dans le nouveau Code pénal. Cette mesure est indispensable pour protéger les membres les plus vulnérables de la société. La Belgique en appelle au Gouvernement afghan pour qu'il applique cette nouvelle législation. Nous sommes aussi très préoccupés par l'emploi d'enfants soldats et par des rapports faisant état d'abus sexuels sur des garçons ainsi que de violences contre les femmes.

Pour conclure, nous attachons une grande importance à la paix en Afghanistan, à sa prospérité économique et à ses relations avec ses voisins et le reste du monde. Tout comme nos partenaires européens, nous suivrons avec intérêt et attention les évolutions dans les prochains mois.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Italie.

**M<sup>me</sup> Zappia** (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie s'associe pleinement à la déclaration faite par l'observateur de l'Union européenne.

Je tiens à exprimer notre gratitude au Secrétaire général pour son rapport (S/2018/824) et au Représentant spécial Yamamoto pour son exposé détaillé ainsi que pour son dévouement. Je voudrais également saluer la présence de M. Ramiz Bakhtiar et le remercier de nous avoir fait part de son expérience et de son point de vue. Nous aussi allons commencer à le suivre sur Twitter.

L'Italie appuie les efforts que déploie actuellement le Gouvernement afghan pour vaincre le terrorisme et l'extrémisme violent. Nous demeurons inquiets de la fragilité persistante des conditions de sécurité et du nombre alarmant de victimes civiles. Avec ses alliés et ses partenaires, l'Italie a renouvelé son engagement actif à l'égard de la mission Soutien résolu de l'OTAN, en tant que nation-cadre, et restera également l'un des principaux contributeurs aux efforts de renforcement des capacités, à l'appui des Forces nationales de défense et de



sécurité afghanes. Ces engagements sont soulignés par le fait que nous nous accordons à considérer que le seul chemin vers une paix durable en Afghanistan passe par une réconciliation conduisant à un règlement politique. Nous saluons l'initiative courageuse du Gouvernement à cet égard, que nous appuyons pleinement. Toutefois, le fait que le dernier cessez-le-feu en date n'a pas été respecté par les Taliban montre que le chemin vers la paix est encore long. Les efforts visant à instaurer la paix en Afghanistan exigeront patience, détermination et unité de dessein.

Nous soulignons une fois de plus les efforts de facilitation cruciaux déployés par les parties prenantes internationales et, plus particulièrement, régionales, qui peuvent contribuer à créer les conditions propices à un processus de réconciliation dirigé et contrôlé par les Afghans. Les efforts déployés par le Gouvernement pour faire progresser la réconciliation s'inscrivent dans un contexte marqué par de nombreuses étapes importantes en Afghanistan, avec les élections législatives du 20 octobre et l'élection présidentielle de 2019. Huit années se sont écoulées depuis les dernières élections législatives. Nous ne saurions trop souligner qu'il est de la plus haute importance que les hommes et les femmes d'Afghanistan puissent voter de manière crédible, transparente et inclusive. Nous espérons que toutes les forces politiques resteront pleinement engagées dans ce processus et nous appuyons la participation active des groupes de la société civile pour faire en sorte que le scrutin soit libre et régulier.

Les engagements pris par le Gouvernement dans le domaine électoral s'inscrivent dans le cadre plus large des efforts visant à mettre en œuvre efficacement les réformes indispensables dans un large éventail de domaines, tels que l'autonomisation des femmes, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de réforme, les besoins et le potentiel de la jeunesse afghane doivent être pleinement pris en considération. L'évaluation des progrès accomplis dans le cadre de ce programme de réforme sera la pierre angulaire de la Conférence ministérielle de Genève en novembre. L'Italie attend avec intérêt cette conférence, qui sera l'occasion de dresser un bilan complet de l'état d'avancement du partenariat pour la paix et la prospérité convenu entre le Gouvernement afghan et les donateurs internationaux il y a deux ans à Bruxelles.

Pour terminer, je voudrais réitérer l'appréciation de l'Italie pour le travail exceptionnel accompli par la

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yamamoto, dans un contexte qui continue à poser de nombreux défis.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ouzbékistan.

**M. Ibragimov** (Ouzbékistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé le débat trimestriel sur la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yamamoto, et M. Ramiz Bakhtiar pour leurs exposés.

En Ouzbékistan, nous continuons à suivre de près la situation en Afghanistan, compte tenu des prochaines élections législatives, car les perspectives de développement stable et durable en Asie centrale sont directement liées à l'instauration d'une paix durable dans ce pays. Au vu des circonstances, l'Ouzbékistan s'efforce d'apporter sa propre contribution aux efforts de la communauté internationale pour faire progresser le processus de paix en Afghanistan. Comme certains de mes collègues l'ont mentionné aujourd'hui, l'Ouzbékistan a accueilli une conférence internationale sur l'Afghanistan en mars, intitulée « Afghanistan : processus de paix, coopération en matière de sécurité et interconnexions régionales », qui a été organisée à l'initiative conjointe du Président Shavkat Mirziyoyev, de l'Ouzbékistan, et du Président Ashraf Ghani, de l'Afghanistan.

À la fin de la conférence, de hauts responsables de 21 États et d'organisations internationales de premier plan, telles que l'ONU, l'Union européenne, l'OTAN et l'Organisation de Shanghai pour la coopération, ont adopté la Déclaration de Tachkent, qui appelle la communauté internationale à appuyer sans réserve la proposition du Gouvernement afghan visant à lancer sans conditions préalables des négociations directes avec les Taliban, en vue de parvenir à un accord de paix global.

Les participants à la conférence ont exhorté les Taliban à accepter cette proposition et à lancer un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans. Il a été souligné en particulier que toutes les parties bénéficieraient d'un processus de paix global, qui devrait également garantir l'inclusion des Taliban dans le processus politique en tant qu'acteurs politiques légitimes. À son tour, le mouvement des Taliban devrait reconnaître sa propre responsabilité à l'égard

de la paix et la stabilité dans le pays, renoncer à la violence et couper les liens avec les groupes terroristes internationaux, en plus de respecter les droits égaux pour tous les Afghans, conformément aux dispositions centrales de la Constitution.

Pour faciliter concrètement le processus de paix en Afghanistan et la mise en œuvre de la Déclaration de Tachkent, la partie ouzbèke a récemment engagé des négociations avec des représentants de la commission politique du mouvement des Taliban, basée au Qatar. Au cours de la réunion tenue à Tachkent le 7 août, la partie ouzbèke a souligné l'importance de l'application d'un cessez-le-feu et de sa prorogation pour l'acheminement de l'aide humanitaire et la mise en œuvre de projets économiques de grande envergure dans le pays.

Il convient de souligner que l'Ouzbékistan coordonne étroitement avec les plus hautes autorités afghanes tous ses efforts en matière de négociations et de contacts avec le mouvement taliban. La partie ouzbèke mène des consultations préalables avec les autorités afghanes sur ses réunions ou négociations avec les Taliban et les informe de leurs résultats. Le 28 août notamment, une délégation ouzbèke, conduite par le Ministre des affaires étrangères, M. Abdulaziz Kamilov, s'est rendue en Afghanistan et a tenu un certain nombre de réunions, y compris avec le Président Ghani, le Chef de l'exécutif Abdullah Abdullah, le Conseiller national pour les questions de sécurité Hamdullah Mohib et le Ministre adjoint des affaires étrangères Nasir Andisha. La partie afghane a été pleinement informée des résultats des négociations de Tachkent avec les Taliban.

Du point de vue de l'Ouzbékistan, les contacts avec les Taliban sont une condition préalable nécessaire pour créer les conditions propices au processus de paix en Afghanistan et pour encourager les Taliban à entamer des pourparlers directs avec le Gouvernement. À Tachkent, nous sommes fermement convaincus que la paix en Afghanistan ne peut être réalisée que par la réconciliation nationale, avec la participation au processus de négociation des représentants du mouvement taliban.

Pour terminer, je voudrais souligner qu'une paix définitive sur le sol afghan ouvrirait de nouvelles perspectives et apporterait de réels avantages à tous les États de l'ensemble du continent eurasiatique. Elle favoriserait la sécurité et la stabilité communes, créerait des conditions favorables à la construction d'autoroutes et de voies ferrées, à la pose d'oléoducs et au développement du commerce régional et transrégional,

contribuant ainsi à assurer la paix et la stabilité dans cette vaste région.

L'Ouzbékistan poursuivra donc ses efforts pour appuyer le lancement le plus tôt possible du processus de paix entre le Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan et le mouvement des Taliban, sans aucune condition préalable, en vue de créer un avenir pacifique pour l'ensemble de la population du pays. À cet égard, l'Ouzbékistan demeure déterminé à continuer de collaborer étroitement avec l'ONU, le Gouvernement afghan et les autres parties prenantes pour faire progresser le processus de paix dans le pays.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

**M. Schulz** (Allemagne) (*parle en anglais*) : L'Allemagne s'associe à la déclaration faite par l'observateur de l'Union européenne.

Dans ma propre déclaration, je voudrais me concentrer sur trois questions en particulier.

Tout d'abord, je voudrais parler des élections, comme tant d'orateurs précédents l'ont fait. Les préparatifs se déroulent dans un contexte d'énormes défis en termes de logistique, de sécurité et de climat politique. Pour la première fois, les institutions afghanes relèvent ces défis par elles-mêmes et, grâce à leurs efforts, les préparatifs sont en bonne voie aujourd'hui - du moins sur le plan technique, comme nous l'avons appris dans l'exposé - malgré tous les obstacles. Il est essentiel que ces élections législatives, qui ont été reportées à plusieurs reprises, aient lieu. Il est tout aussi important qu'elles soient tenues en temps opportun, de manière libre, régulière et transparente. Le peuple afghan ne mérite pas moins, tout comme il mérite davantage de progrès dans la lutte contre la corruption, l'instauration de l'état de droit et le respect des droits humains.

Deuxièmement, en ce qui concerne le processus de paix, en proposant des pourparlers inconditionnels et le cessez-le-feu sans précédent de juin, le Gouvernement afghan a fait preuve d'un grand courage au nom de la paix, même si les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes risquent leur vie chaque jour pour défendre leurs citoyens contre des attaques. Ces actes de véritable homme d'État de la part du président Ghani et du Chef de l'exécutif Abdullah inspirent notre respect. Les efforts doivent maintenant se concentrer sur l'ouverture de pourparlers directs entre le Gouvernement afghan et les Taliban. Les mesures de confiance, telles que les cessez-le-feu, sont utiles, mais

il ne faut pas que les Taliban recueillent les honneurs de la communauté internationale alors qu'ils désertent la table des négociations.

Les pays de la région, dont beaucoup se sont déjà exprimés aujourd'hui, peuvent y contribuer grandement. En particulier, les déclarations de politique générale publiées par le nouveau Gouvernement pakistanais ont suscité des espoirs. Nous avons vu des signes encourageants. Nous avons maintenant l'occasion de mettre fin au conflit en Afghanistan si les Afghans et la communauté internationale apportent leur soutien unanime.

Troisièmement et pour terminer, s'agissant de l'importance de la jeune génération afghane, nous avons écouté avec une grande satisfaction M. Bakhtiar - le tout premier représentant de la jeunesse afghane à l'ONU - présenter aujourd'hui au Conseil un exposé d'une grande pertinence. Je l'en remercie vivement. Comme nous l'avons déjà entendu aujourd'hui, l'âge moyen en Afghanistan est d'un peu plus de 18 ans. Plus de 40 % de la population est âgée de moins de 14 ans. Dans ce contexte, il est vrai que les enfants et les jeunes jouent un rôle extrêmement important dans la société afghane. Il est également vrai que nous devons redoubler d'efforts en matière d'éducation de base, de protection de l'enfance et d'inclusion des jeunes dans le processus politique, en particulier des jeunes femmes. Nous voyons des signes encourageants à cet égard, mais il faut faire davantage.

L'Allemagne contribue activement à l'infrastructure et à la formation universitaires en Afghanistan. Dans le domaine des technologies de l'information, l'Allemagne a appuyé la création de plusieurs centres informatiques universitaires, d'un département informatique au Ministère de l'enseignement supérieur et du Centre de compétences informatiques de l'Afghanistan à Kaboul, ainsi que la création d'un programme de maîtrise en informatique pour les enseignants afghans, par exemple.

Enfin, l'Allemagne continue d'appuyer la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et félicite le Chef de la MANUA pour son excellent travail, ainsi que les organismes des Nations Unies travaillant en Afghanistan. L'Allemagne reste profondément attachée au peuple afghan, et coopère étroitement avec le Gouvernement afghan et nos partenaires internationaux. Nous ne manquerons pas d'en faire l'une des priorités de notre prochain mandat en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Australie.

**M<sup>me</sup> Bird** (Australie) (*parle en anglais*) : À un mois de l'échéance, l'Australie est encouragée par les préparatifs des élections législatives en Afghanistan. Nous exhortons le Gouvernement afghan à continuer de mettre l'accent sur la mise en place d'un processus électoral inclusif et crédible qui reflète avec exactitude la volonté du peuple afghan. Nous reconnaissons également le courage et l'engagement du peuple afghan qui, en s'inscrivant, a affirmé son droit de participer à des élections libres et démocratiques malgré l'intimidation, les menaces et, tragiquement, la violence. Conformément à son appui à la sécurité et au développement de l'Afghanistan, l'Australie versera 5 millions de dollars au projet d'appui électoral des Nations Unies pour aider à la tenue des élections législatives de 2018 et de l'élection présidentielle de 2019.

Comme l'indique le rapport du Secrétaire général (S/2018/824), 2018 a été une année particulièrement meurtrière. Le coût continu du conflit, supporté tant par les civils que par les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, continue d'aggraver les blessures d'un pays fatigué de la guerre. Nous regrettons profondément la poursuite de la violence décrite dans le rapport et condamnons les attaques brutales et illégitimes perpétrées par des groupes insurgés, des groupes inspirés par Daech, par Al-Qaida et ses affiliés et par d'autres groupes terroristes opérant en Afghanistan. De concert avec ses alliés et partenaires de la mission Soutien résolu dirigée par l'OTAN, l'Australie est déterminée à aider l'Afghanistan à relever les défis posés par ces groupes.

L'Australie se félicite du rôle moteur joué par le Gouvernement afghan dans la recherche d'un dialogue avec les Taliban, ce qui constitue une étape importante sur la voie de la cessation du conflit. L'offre de négociations sans conditions préalables faite en février par le Président Ghani, son cessez-le-feu unilatéral de juin et son invitation d'août aux Taliban à se joindre à un cessez-le-feu prolongé sont des mesures audacieuses et sans précédent. Nous réaffirmons le soutien de l'Australie au Processus de Kaboul et encourageons l'Afghanistan à l'utiliser pour mettre les initiatives de paix sur une voie cohérente, coordonnée et non partisane vers un règlement politique durable sous la direction et la responsabilité des Afghans. Nous appelons les Taliban à répondre honorablement à l'offre de cessez-le-feu faite par le Gouvernement afin de réduire la violence

et de créer un espace pour un processus politique large et inclusif.

Nous soutenons l'Afghanistan dans ses efforts pour tirer parti de l'élan politique et populaire en faveur de la paix. Les centaines d'Afghans courageux qui marchent de Helmand à Kaboul pendant le Ramadan sont un puissant symbole d'espoir qui devrait inciter les Gouvernements afghans actuels et futurs à mettre de côté leurs différends politiques pour réaliser ce que le peuple veut en priorité, à savoir un avenir plus sûr. Nous appelons en outre les voisins de l'Afghanistan à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour encourager les Taliban à s'asseoir à la table des négociations. Le Pakistan, en particulier, pourrait jouer un rôle important dans l'instauration d'une paix négociée en Afghanistan en prenant des mesures soutenues et décisives contre les groupes insurgés qui menacent la paix et la stabilité régionales.

Nous notons, en plus de nombreux autres défis, que l'Afghanistan est confronté à une pénurie alimentaire imminente qui affecterait les deux tiers du pays. On estime à 1,3 million le nombre de personnes susceptibles d'avoir besoin d'une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence. L'Australie continuera d'apporter sa contribution, notamment par le biais de son récent engagement de financement pluriannuel à l'appui du Programme alimentaire mondial en Afghanistan.

Enfin, l'Australie continue d'apprécier le rôle que joue la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan sous la direction avisée de M. Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, dans la coordination de l'action des Nations Unies et de l'action internationale en Afghanistan. Nous nous félicitons que l'ONU accueille la prochaine conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan et nous attendons avec intérêt cette conférence - à mi-parcours de la Décennie de la transformation - pour faire le point des progrès réalisés en Afghanistan et pour réaffirmer nos engagements communs en faveur de la paix et du développement.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

**M. Al Habib** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Nous sommes reconnaissants de l'organisation de cette séance. Nous remercions également l'Ambassadeur Saikal, de l'Afghanistan, pour sa déclaration. Je voudrais également remercier M. Yamamoto, Représentant spécial

du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), de son exposé.

Au moment où l'Afghanistan traverse de si graves épreuves, ce dont il a le plus besoin, c'est d'un appui international plus solide et soutenu. Cela est de la plus haute importance pour relever les défis actuels du pays, instaurer une paix et une stabilité durables en Afghanistan et dans la région et promouvoir son développement socioéconomique durable. En tant que pays voisin, l'Iran continue de contribuer à la promotion de la stabilité, de la sécurité politique et du développement socioéconomique de l'Afghanistan et de soutenir ce pays. Certains efforts sont en cours pour faire en sorte que cette contribution soit institutionnalisée et durable.

Nous continuons également de promouvoir les efforts régionaux en faveur de la paix, de la stabilité et du développement en Afghanistan. À cet égard, le plan de développement du port iranien de Chabahar aura effectivement un impact non négligeable sur la promotion de la coopération commerciale et économique avec l'Afghanistan. Toute tentative de perturber ce projet vital ne pourra que faire le jeu de ceux qui ne veulent pas de paix et de progrès pour le peuple afghan.

La sécurité demeure le plus grand défi posée à l'Afghanistan. C'est l'une des principales conditions de la stabilité et du développement socioéconomique à long terme de l'Afghanistan. Par conséquent, l'amélioration des conditions de sécurité devrait être une priorité absolue. Dans ce contexte, les efforts de lutte contre le terrorisme doivent avoir la plus haute priorité. Les récents actes terroristes, qui ont coûté la vie à des civils innocents, prouvent une fois de plus qu'il ne faut pas sous-estimer la menace que représentent les groupes terroristes, dont Daech. L'Iran continuera d'appuyer le Gouvernement afghan dans sa lutte contre les groupes terroristes. La nécessité d'un appui régional et international soutenu pour lutter contre les terroristes en Afghanistan est cruciale. Cet appui doit toutefois être accordé de manière réaliste.

Une autre source de préoccupation dans le domaine de la sécurité en Afghanistan est l'augmentation du nombre de victimes civiles. Cela comprend le ciblage des communautés et des sites religieux chiites, ce qui fait de nombreuses victimes civiles. Cette tendance doit être contrecarrée.



Pour renforcer la démocratie, les institutions politiques et l'unité nationale en Afghanistan, tout doit être mis en œuvre pour que les prochaines élections aient lieu et soient couronnées de succès. L'Iran continuera de jouer un rôle constructif à cet égard.

Nous continuons d'appuyer et de saluer le travail dévoué de la MANUA et des organismes des Nations Unies qui fournissent une aide au développement et à la reconstruction de l'Afghanistan. Une appropriation et un partenariat soutenus avec le Gouvernement afghan sont nécessaires pour que la MANUA et le système des Nations Unies puissent tirer le meilleur parti de leur potentiel et fournir les services nécessaires dans les

domaines prioritaires, comme le Gouvernement afghan l'a conseillé.

Malgré les progrès accomplis, il reste des défis et des menaces en Afghanistan qui nécessitent un appui international plus soutenu. Dans ce contexte, nous nous félicitons de la convocation de la conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan, qui doit avoir lieu en novembre. La communauté internationale doit rester résolue à assurer la stabilité et la prospérité de l'Afghanistan. À son tour, l'Iran continuera d'appuyer sans réserve le peuple frère et le Gouvernement afghans dans leurs efforts pour instaurer une paix et une prospérité durables dans leur pays. C'est ce qu'ils méritent.

*La séance est levée à 18 h 10.*